



PROMOTION P28

2020-2021

# Quelles perspectives stratégiques pour la France en Afrique à l'horizon 2035 ?:

Plaidoyer pour une coopération au sein du « troisième monde »



**CBA NEVEU Thomas**

*Sous la direction de*

***Jean Pierre BAT***

Agrégé et docteur en histoire, chercheur affilié au CNRS (Institut des mondes africains)

## Résumé

2020 aura été une année clé pour la présence militaire française en Afrique : renouvellement de l'engagement français au Sahel, coup d'Etat malien, sur fond de départ annoncé des troupes américaines d'Afghanistan et d'Irak. Toutefois, en dépit d'un contexte géostratégique compétitif et de contraintes externes toujours plus fortes, la France et les Etats africains de l'ancien « pré carré » français ne sont pas condamnés à subir ce destin qui semble leur échapper.

Et si l'horizon 2035, avec la probable bipolarisation du monde entre Chine et Etats-Unis qui se dessine, était l'occasion pour la France et l'Afrique de jeter les bases d'un nouveau contrat partenarial dans ce « troisième monde » ?

La France et les Etats d'Afrique de l'Ouest et Centrale partageront, d'ici 2035, de très nombreux enjeux qui prendront des formes nouvelles, possiblement déstabilisantes, qu'il convient dès à présent d'anticiper. Au final, l'avenir de la relation franco-africaine se bâtira aussi et surtout par la reconstruction d'un narratif positif autour de notre histoire et de notre avenir communs. Les diasporas croisées, joueront en cela un rôle stratégique qui peut être dès à présent orienté favorablement. Le travail qui suit et les scénarii de fiction qui l'accompagnent sont un plaidoyer en ce sens.

## **Abstract**

2020 has been a watershed year for France's military presence in Africa: Key events were the renewed French engagement in the Sahel, the Malian "coup d'état" within the framework of the US announcing troop withdrawals from Iraq and Afghanistan. Yet, the fate of France, and the African states of its former colonial empire, is not set in stone despite a challenging geopolitical context, budget cuts, and unpredictable political decision making due to swaying public opinions.

Could the perspective of 2035, with a bipolar world dominated by the US and China, be the opportunity for France and its African partners for a renewed partnership in the "third world"?

This 2035 partnership would share in ever more, potentially game changing, stakes, which could take forms unseen, might be disruptive, but can be anticipated. Overall, the future French-African relationship will come to maturity through the positive narration of their shared history. The African diasporas in France – especially the Subsaharian community – play a strategic role in this narration and they ought to be guided to that end starting today.

The following long essay, and the fictional scenarios it contains, champions such a future.

**Remerciements:**

Je remercie vivement mon directeur de mémoire, Jean Pierre BAT, passionné et expert de l'Afrique, pour avoir bien voulu partager avec moi son regard aiguisé sur le continent et la relation franco-africaine.

Je remercie tout particulièrement le général de division FACON, pour sa disponibilité, sa liberté de ton et sa volonté de transmettre sa très riche expérience africaine.

Je remercie mon père pour m'avoir transmis le goût de l'Afrique, et mes pairs, Français et Africains, pour l'avoir nourri.

Je remercie enfin mon épouse et mon fils pour leur patience. Puisse le destin nous conduire un jour ensemble sur ces terres africaines et me permettre à mon tour de leur transmettre ma passion pour ce beau continent.

**Note préliminaire :**

Les positions exprimées dans ce mémoire sont celles du rédacteur. Elles n'engagent ni ne reflètent celles des autorités françaises ou européennes.

*On me demande souvent, comme à tous les autres historiens, quelles sont les « leçons de l'histoire ». À quoi je réponds ceci : la seule leçon que m'ait apprise l'étude du passé, c'est que ni les vainqueurs, ni les perdants ne le sont pour toujours.*

Ramachandra GUHA.

*L'Afrique est gravée dans la mémoire française, dans la culture, dans l'Histoire, dans l'identité de la France et c'est là une force et une fierté que je veux cultiver, que je veux porter comme un atout de la France, pour la France et pour l'Afrique dans notre rapport au monde.*

Emmanuel Macron

Discours à l'université de Ouagadougou, 28  
novembre 2017

## Introduction

L'année 2020 aura vu s'accumuler une série de signaux faibles qui semblent dessiner, par touches impressionnistes, les contours de la relation future entre la France et l'Afrique :

-**13 janvier 2020** : tentative française de relancer l'engagement des Etats africains au Sahel lors du sommet de Pau<sup>1</sup>

- **18 aout 2020** : coup d'Etat au Mali par un groupe de soldats, ultérieurement dénommé Comité national pour le salut du peuple suivi par la démission du président malien élu d'Ibrahim Boubacar Keita et de son premier ministre Boubou Cissé.

-**17 novembre 2020** : annonce du retrait américain d'Afghanistan et d'Irak mettant un terme à 20 ans de présence occidentale dans cette région du monde.

-**21 janvier 2021** : le sous-chef d'Etat-major Opérations annonce devant l'Ecole de Guerre la sortie progressive de la dynamique du sommet

---

<sup>1</sup> Le président français avait alors insisté sur trois « piliers » : l'engagement de la force conjointe du G5 (FCG5S) sur le fuseau central (Mali, Niger, Burkina Faso), le renforcement des capacités des armées nationales et enfin la restauration de l'autorité de l'Etat.

de Pau<sup>2</sup>. La France comptabilise alors 55 morts au Sahel (dont cinq entre le 28 décembre 2020 et le 2 janvier 2021) depuis le début de son intervention en 2013.

A la lecture de ces quelques faits il semble ainsi qu'en dépit d'un volontariste affiché au Sahel notamment depuis 2013, La France voit son « destin africain » lui échapper pour, au final, comme son cousin outre-Atlantique, devoir mettre fin à cette « guerre sans fin »<sup>3</sup> débutée avec l'opération Serval.

La perspective d'un retrait français laisse une forte amertume. Car 2020 est aussi l'année de commémoration du cinquantième anniversaire de la mort d'un grand homme de la relation franco-africaine : le général de Gaulle. Artisan du lien entre la France et son « pré carré » africain lors de la période des décolonisations d'après 1958, de Gaulle a en effet contribué à bâtir une « relation particulière » avec les anciens Etats africains de l'Afrique occidentale française (AOF) et de l'Afrique équatoriale française (A.É.F.).

---

<sup>2</sup>Le narratif français s'appuie ici sur les succès opérationnels de BARKHANE et de la FCG55 pour justifier une volonté de désengagement. Cette démarche sera confirmée lors du sommet de N'Djamena du 16 février 2021.

<sup>3</sup> Selon la formule de Benjamin Stora dans (STORA Benjamin, *Les guerres sans fin : un historien, la France et l'Algérie*, Editions Stock, 2008, 177p.), reprise par Donald Trump à la faveur de l'annonce du retrait américain d'Afghanistan « end the forever wars » et récemment illustrée par Gérard Chaliand (CHALIAND Gérard, *des guérillas aux reflux de l'occident, passés composés*, 2020, 660p).

Cette amertume est celle des rendez-vous ratés et des actes manqués qui ont nourri l'incompréhension aussi bien dans les relations extérieures de la France avec ses anciennes colonies que dans les relations intérieures avec la diaspora africaine de France d'une part, les Français issus de l'immigration africaine de l'autre. La crispation autour du déboulonnage des statues représentant les figures historiques<sup>4</sup> de cette relation passionnée entre France et Afrique est une manifestation bien concrète de ce sentiment d'amertume partagé de part et d'autre de la méditerranée.

Le constat d'une France qui perd prise stratégiquement sur le continent africain, aussi bien militairement que dans les débats historiques (mouvement « indigéniste »<sup>5</sup>) et politiques autour de cet engagement couteux en moyens humains et financiers<sup>6</sup>, amène légitimement à s'interroger sur l'avenir de cette relation, au-delà des dix prochaines années.

Cette démarche prospective diffère de celle du planificateur à plusieurs égards. Elle n'en fait pas

---

<sup>4</sup> Notamment les généraux Colbert, Faidherbe, Bugeaud et Gallieni.

<sup>5</sup> Mouvement politique et littéraire d'Amérique latine défendant la condition des Amérindiens, ce mouvement devient en 2005 un parti politique en France. Ce dernier considère que les discriminations raciales en France sont structurelles car liées à son passé colonial.

<sup>6</sup> Plusieurs groupes parlementaires, notamment les députés de la « France Insoumise » demandent ainsi régulièrement (novembre 2019, septembre 2020) un débat national pour le désengagement Français du Mali.

moins partie de la « science stratégique » en ce qu'elle<sup>7</sup> :

-répond à un besoin vital de nature politique

-procède d'une certaine ouverture culturelle

-constitue une expérience pratique et une propension à la réflexion

-requiert une tournure d'esprit tournée vers l'abstraction mais néanmoins gouvernée par le principe d'efficacité

Or, comme le rappelle le professeur Martin Motte<sup>8</sup>, « le temps du stratéliste » revêt souvent un caractère suspect dans une carrière militaire car il suppose une période d'inactivité. Le temps du mémoire de l'Ecole de Guerre est donc l'opportunité de se donner *a minima* le temps de cette réflexion prospective sans éveiller de soupçons.

L'horizon proposé lors de cette étude prospective est celui de 2035. Elle s'aligne sur celui retenu par la *Central Intelligence Agency* dans ses dernières études<sup>9</sup>. Le service de renseignement américain estime en effet qu'à cette échéance, la puissance chinoise pourrait être devenue la 1<sup>ère</sup> puissance mondiale si rien

---

<sup>7</sup> COUTEAU BEGARIE Hervé, *traité de Stratégie*, 7<sup>e</sup> ed., Paris, ISC-Economica, 2011, 1200p.

<sup>8</sup> MOTTE Martin, *La mesure de la force*, Editions Taillandier, 2018, p86.

<sup>9</sup> JAULMES Adrien, *Le monde en 2035 vu par la CIA, et le Conseil national du renseignement : Le paradoxe du progrès*, Editions j'ai lu, 2018, 413p.

n'est fait pour contrarier ce projet. Il a ainsi semblé judicieux au rédacteur de reprendre cet horizon temporel afin d'évaluer les perspectives stratégiques françaises en Afrique. Le périmètre africain étudié sera réduit à l'Afrique de l'Ouest et Centrale, espaces où la France est aujourd'hui la plus active et qui regroupent l'essentiel de ses intérêts.

L'interrogation principale posée par ce mémoire pourrait, à la lecture de ce qui précède, être résumée ainsi :

**Contrainte au niveau national par une remise en question de son engagement africain, mais surtout contrainte au niveau extérieur par l'affrontement direct et indirect que se mènent déjà Chine et Etats-Unis pour l'hégémonie mondiale, de quelles options stratégiques la France peut-elle encore disposer en Afrique d'ici 2035 ?**

Cette question des options possibles doit-elle-même se décliner en plusieurs sous-questionnements :

- ce qui sera permis par le droit international (accords de défense bilatéraux, CSNU, UE) ;
- ce qui sera acceptable par la population française/européenne/africaine (repli identitaire, influence des polémiques

indigénistes d'un côté ; sentiment antifrçais de l'autre...);

-ce qui sera soutenable financièrement dans un contexte budgétaire contraint (arbitrages imprévus tel celui de la crise sanitaire de 2020);

-ce qui sera militairement envisageable sans risquer un nouvel enlissement qui questionnerait alors les points précédents (soutien financier dans la durée, acceptation par la population etc...).

La question du « pouvoir » s'accompagne enfin, selon le triptyque de Foch, de la question du « savoir » et du « vouloir »<sup>10</sup>. De quelle connaissance de l'Afrique (mémoire collective, renseignement, diplomatie) la France disposera-t-elle encore dans 15 ans ? A cette échéance, qu'est-ce que l'Etat-frçais, mais peut-être surtout la Nation française, voudra encore réaliser de concert avec les Africains<sup>11</sup> ?

---

<sup>10</sup> FOCH Ferdinand , *Vouloir c'est pouvoir*, Editions 14-18, 2009, 84p.

<sup>11</sup> Au-delà des relations institutionnelles inter-Etatiques, ce point questionne le rôle déterminant des perceptions croisées des peuples français et africains, par nature mouvants.

La conviction profonde du rédacteur est qu'il existera encore en 2035 une place particulière pour la relation de la France avec son ancien « pré carré » africain car celle-ci restera réciproquement désirée. Plus encore, la force de cette relation est un gage d'équilibre sécuritaire, politique, économique, démographique dans le monde repolarisé qui sera vraisemblablement celui de 2035. Il convient donc de tisser dès à présent de nouveaux liens, dans une *realpolitik* partagée, pour saisir au mieux ce « moment » stratégique à venir. En miroir du contexte bipolaire de la guerre froide, où émerge un « tiers monde », il s'agira alors, dans cette bipolarité future, d'être ce poumon du « troisième monde<sup>12</sup> » dont la France et l'Afrique feront partie.

Evoquer la force d'un lien et se projeter sur son avenir c'est d'abord revenir sur ce qui le constitue (I). Ces liens sont « organiques » faits de caractéristiques physiques (géographie, histoire, économie) mais aussi de liens moins dicibles, métaphysiques, tout aussi lourds de conséquences pour la relation franco-africaine.

---

<sup>12</sup> Les expressions de « tiers monde » et de « troisième monde » appartiennent en réalité au même auteur, le démographe français Alfred Sauvy. Ce dernier fait usage de ces formules dans un article publié en 1952 et intitulé « Trois mondes, une planète ». L'auteur voulait alors dénoncer la négation des Etats oubliés de la bipolarité.

Il s'agira ensuite de se demander ce qu'il restera de ce lien en 2035 et d'évaluer les marges de manœuvre dont la France bénéficiera encore (II). En s'appuyant sur l'étude des facteurs dynamiques de cette relation, il sera possible de présenter certains objectifs et stratégies possibles pour la France.

Enfin, en synthèse du travail prospectif réalisé, le rédacteur propose trois scénarii de fiction (III), volontairement polarisés, qui décrivent ce que pourraient être les « réalités » possibles des engagements français en Afrique dans 15 ans.

## I. **Etat des lieux : qu'est ce qui relie (encore) la France et les Etats de l'ancien empire colonial français en Afrique ?**

S'il existe des liens aujourd'hui controversés entre la France et son ancien empire colonial africain, relations passionnées qui seront analysées ultérieurement, les liens géographiques, humains et historiques qui unissent les deux rives de la méditerranée sont indiscutables. Malgré l'apparente évidence de ces liens, il paraît toutefois utile de revenir sur ces derniers en caractérisant leur nature organique :

**-La géographie : c'est la charpente, l'os de cette relation** : permanente et inaltérable. Si cette situation semble donnée, elle n'en est pas pour le moins exploitable, « la géographie [servant] d'abord à faire la guerre »<sup>13</sup>. Ainsi, il n'y a pas de géographie sans exploitation de celle-ci à des fins politiques. Le rôle des diasporas franco-africaines témoigne de cet impact de la géographie sur le destin des nations. A cet égard, le partage d'un même fuseau horaire entre la France et l'Afrique de l'Ouest est un facteur

---

<sup>13</sup> Selon la formule célèbre d'Yves Lacoste dans son ouvrage éponyme de 1976.

concret de rapprochement, là où le décalage horaire sino-africain éloigne.

**-L'Histoire, c'est le nerf du lien franco-africain :** un réseau nerveux multiple, sensible, qui communique ses messages au « cerveau » politique. Ainsi, conséquence de cet héritage géographique partagé, l'histoire de la colonisation et de la décolonisation est encore aujourd'hui à certains égards un « passé qui ne passe pas »<sup>14</sup> entre la France et l'Afrique.

**-Enfin, l'économie, c'est le muscle de la relation franco-africaine :** plus il est étoffé, plus la relation est puissante. L'étude des relations économiques rappelle ainsi une évidence : les liens commerciaux continueront de constituer un maillage d'interdépendances capital de la coopération franco-africaine.

---

<sup>14</sup> Selon la formule d'Eric Conan et Henry Rousso dans le livre éponyme au sujet de la période vichyste en France.

**A. L'évidence des liens physiques : la construction d'une permanence qui se noue entre la France et l'Afrique**

*a. Le poids de la géographie : les liens humains*

Le lien primaire, qui préexiste et conditionne les autres, est le lien qui se noue autour des espace maritimes et terrestres (Annexe 1). **A cet égard, les espaces méditerranéen et atlantique constituent les interfaces naturelles et les fronts pionniers de cette relation : la relation franco-africaine est d'abord une histoire de marins.**

1364 : Deux navires normands fondent le port de Petit-Dieppe sur la côte de la Sierra Leone. Un commerce florissant du poivre et de l'ivoire s'instaure. Ce sont les premiers contacts de la France avec l'Afrique.

1659 : Un comptoir pour la traite des esclaves, à l'embouchure du fleuve Sénégal sur la côte Atlantique, est baptisé Saint-Louis, en hommage au roi de France. Au XVIIIe siècle, la cité compte 7 000 habitants.

1688 : arrivée du prince d'Assinie (sud de l'actuelle Côte-d'Ivoire), Aniaba, à la cour de Louis XIV. Converti au catholicisme et formé en France durant dix années, sa tentative de règne

sur le royaume du Sanwi (sud de l'actuelle Côte d'Ivoire) se soldera toutefois par un échec.

1723: extension du « code noir »<sup>15</sup> aux Mascareignes<sup>16</sup> puis, au milieu du XVIIIème siècle, à toutes les colonies françaises. Rôle important de la France dans la traite négrière<sup>17</sup>.

Viendront ensuite au XIXème siècle les expéditions successives de l'armée française et des grands découvreurs : Louis Faidherbe sur le fleuve Sénégal en 1857 ; Pierre Savorgnan de Brazza au Congo en 1879 ; Joseph Gallieni au Soudan Français-actuel Mali- en 1886. Cet empire sera consolidé avec la conférence de Berlin de 1884.

Quels est sont les legs de la géographie à la relation franco-africaine ? :

-des **territoires ultra marins africains** (Mayotte, la Réunion, les îles éparses) dont certains territoires plus confidentiels, voire oubliés<sup>18</sup>. A l'échelle mondiale, la ZEE « africaine » de la France couplée aux ZEE des autres mers et océans offrent à la France la souveraineté sur

---

<sup>15</sup> Edit royal de Louis XIV publié en 1685 réglementant, dans un premier temps, la condition des esclaves noirs dans les îles françaises d'Amérique.

<sup>16</sup> Archipel regroupant alors l'île Maurice, la Réunion et Rodrigues

<sup>17</sup> Au XVIIIème siècle, 2800 navires sont affrétés depuis les ports négriers de Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Le Havre et Saint-Malo, soit environ 11% du volume total de la traite occidentale.

<sup>18</sup> FULIGNI Bruno, Tour du monde des terres françaises oubliées, éditions du trésor, 2016, 160p.

une Zone Economique Exclusive de 11 691 000 km<sup>2</sup>, soit le premier espace maritime mondial (8% des mers du globe).

-une **géographie humaine intimement liée** : en remontant à deux générations, un français sur 10 est d'origine africaine<sup>19</sup> dont 3 millions de Français d'origine subsaharienne, naturalisés et/ou issus de la première génération d'immigrés<sup>20</sup> (Annexe 8). Ce fort héritage de la géographie humaine est particulièrement visible lorsque l'on vient à considérer le poids des diasporas<sup>21</sup> africaines en France. Cette dernière, qui représente pour moitié la diaspora africaine totale en Europe, est particulièrement concentrée en île de France. Montreuil compte ainsi plus de 10% de sa population malienne ou d'origine malienne. Cette imbrication des diasporas joue un rôle puissant sur la construction des imaginaires, de part et d'autre de la méditerranée. Ceux-ci peuvent être à l'origine de fantasmes comme de désillusions,

---

<sup>19</sup> Aux quelques 2,5 millions d'immigrés nés en Afrique vivant en France, s'ajoutent environ 3 millions de Français descendants d'immigrés africains et 1 million de français nés français dans un pays d'Afrique.

<sup>20</sup> Ce chiffre est une estimation réalisée en croisant différentes données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

<sup>21</sup> Défini par la commission de l'Union Africaine comme « les personnes d'origine africaine vivant hors du continent et manifestant l'intérêt de contribuer à son développement ». Dans une vision plus extensive, on peut y intégrer les migrations irrégulières.

contribuant à cette relation passionnée qui sera développée plus loin.

**En outre, ce lien géographique et humain est d'autant plus fort qu'il s'ouvre vers de nouveaux enjeux connectés avec des problématiques sécuritaires.**

- la **gestion des migrations irrégulières** que leur origine soit climatique, sécuritaire ou économique (Annexe 2). Ces migrations alimentent des réseaux de passeurs qui se professionnalisent et dont la porosité est forte avec les réseaux du crime organisé (des trafiquants internationaux mais aussi d'anciens chefs de guerres, de clans ou de réseaux locaux). Et pour cause : Le volume financier généré par ce trafic est estimé à quelques sept milliards de dollars par an<sup>22</sup>.

-la **lutte contre le crime organisé** (Annexe 4) : trafics d'êtres humains dont les mafias nigérianes se sont faites les spécialistes mondiales, contrebandes d'animaux ou de pétrole, drogue. Ainsi, sur les 5,7 tonnes de cocaïne saisies de janvier à septembre 2007 sur le continent africain, 99 % avaient été réalisées en Afrique de l'Ouest<sup>23</sup>. Or ces trafics sont intimement liés à la situation sécuritaire de la

---

<sup>22</sup> Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

<sup>23</sup> La cocaïne en provenance de l'Amérique du Sud trouve ses principaux ports d'accueil sur les terres de la Guinée-Conakry, de la Guinée-Bissau, du Sénégal et de la Mauritanie, l'acheminement se faisant le plus souvent par bateaux de pêche et porte-conteneurs.

sous-région. L'héroïne de l'Afrique de l'Est et la cocaïne de l'Afrique de l'Ouest, se rejoignent et s'échangent dans la zone du Sahel, empruntant de nouveaux itinéraires à travers le Tchad, le Niger et le Mali. Ces activités financent au passage les activités des groupes terroristes de la zone.

-les **difficultés d'accès aux terres arables (Annexe 6)**. La disponibilité de ces terres par tête ne cesse de décroître avec la croissance démographique. La situation du lac Tchad est un bon exemple des enjeux d'accès aux terres agricoles : la combinaison d'une accumulation démographique trop rapide autour d'un lac dont le périmètre fond<sup>24</sup>, cumulée à la peur d'un accaparement des terres par les élites a contribué très directement à l'émergence de Boko Haram dans la sous-région.

*b. Le poids de l'Histoire : les liens d'âme et de sang*

Au même titre que la géographie, **l'histoire commune franco-africaine décrit une réalité subjective, en fonction du point de vue considéré, faite de nuances et de subtilités**. Il est aussi injuste de résumer la position de la France à un Etat colonisateur machiavélique, qu'il serait

---

<sup>24</sup> Le lac Tchad couvre moins de 10 % de la surface qu'il occupait dans les années 1960.

inexact de dire que son action en Afrique fut uniquement mue par une logique missionnaire philanthropique.

Cette ambiguïté de la position française à l'égard de ses anciennes colonies est toute entière résumée dans cette formule de Maurice Faure<sup>25</sup> restée célèbre :

*« Il y a là des millions d'hommes et de femmes auxquels nous avons montré la voie du progrès. Toutes nos réalisations techniques et sociales sur place en plein cœur des forêts ou des steppes, dans cette Afrique immense si souvent par ailleurs déshéritée, toutes ces réalisations leur ont fait toucher du doigt ce que pouvait être le progrès moderne, le niveau de vie d'un homme. Croyez-vous que maintenant que nous sommes allés les chercher de l'autre côté des rives de la barbarie, que nous leur avons montré ce qu'était la civilisation, croyez-vous que nous pouvons, sans péril immense, les laisser au milieu du gué et prendre la responsabilité de ne pas leur faire traverser la rivière ? »*

On retrouve ainsi, dans cette déclaration, les deux aspects de la présence Française en Afrique : la mission sincère de civilisation, avec son corollaire qu'est l'hégémonie politique de la

---

<sup>25</sup> Maurice Faure, député et ministre, Le Monde diplomatique, mai 1958.

France dans la relation franco-africaine<sup>26</sup>, tout comme la culpabilité historique de ne pas avoir permis aux anciennes colonies de se « déployer » totalement, au niveau économique, social, politique.

**Il faut dire que la communauté de destin entre la France et ses colonies africaines s'est aussi construite par la force**

Différents épisodes sanglants ont jalonné l'histoire coloniale qui ont pu avoir des implications sur la perception de la présence française en Afrique. En 1899, la conquête du Tchad est menée par la « colonne sanglante » des capitaines Voulet et Chanoine. Cet épisode est considéré comme le paroxysme des violences liées aux conquêtes coloniales. De même au Cameroun, de 1914 à 1934, pendant les vingt premières années de son mandat, l'armée française mate-t-elle la rébellion des populations Kirdi dans le nord du Cameroun.

**Plus fortement encore, la mémoire des décolonisations constitue le ferment des rancunes modernes, en dépit de la recomposition de nouveaux « lieux de mémoire »<sup>27</sup>.**

---

<sup>26</sup> Cette hégémonie est, en creux, l'origine principale des reproches faits à la France par les Africains aujourd'hui.

<sup>27</sup> Selon l'expression de l'historien Pierre Nora en 1984 dans son ouvrage éponyme. Peuvent être cités à titre d'exemple le Musée de l'histoire de l'immigration (2007) ou le Musée du Quai Branly (2006).

Plus qu'une décolonisation africaine, il faudrait plus justement parler « des » décolonisations. En conséquence, la perception de la présence coloniale française en République de Côte d'Ivoire et au Gabon<sup>28</sup> est ainsi nettement différente de la façon dont elle est encore perçue en Guinée<sup>29</sup> ou au Cameroun<sup>30</sup>. Ces stigmates ont un impact direct sur la nature des relations actuelles, en dépit des changements générationnels. Des rancunes qui sont d'autant plus vivaces qu'elles sont souvent exagérées et exploitées, aussi bien par les acteurs politiques locaux pour justifier certains manquements de l'administration nationale, que par certains Etats (Chine, Russie, Algérie...) qui instrumentalisent à leur profit ce sentiment anti-français.

---

<sup>28</sup> Le président ivoirien Felix Houphouët Boigny, et le président gabonais Léon M'Ba, seront de fervents défenseurs d'une « décolonisation en douceur », dont la « communauté française » qui entre en application le 4 octobre 1958, est l'incarnation.

<sup>29</sup> Sekou Touré, premier président de la Guinée indépendante : « nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage ».

<sup>30</sup> La France mène, à compter de janvier 1960, une guerre coloniale au Cameroun contre le parti nationaliste de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) notamment en pays bassa et bamiléké.

c. *...qui s'établissent parallèlement aux liens économiques : les liens de l'intérêt réciproque*

**Il est communément admis que la « domination » coloniale de la France a eu pour cause et conséquence son enrichissement économique. Il apparaît après examen que la période coloniale a servi les intérêts réciproques<sup>31</sup> de la France et des Etats africains du « pré carré ».**

Un premier constat s'impose : les colonies africaines n'ont pas enrichi la France. Les investissements dans les infrastructures et les subventions aux productions agricoles des colonies ont bien davantage constitué un gouffre financier d'un point de vue comptable. Ainsi, l'historien économique Jacques Marseille chiffre à 70 milliards de francs-or (courant 1913) le déficit global de la colonisation en Afrique, soit l'équivalent de trois fois le montant de l'aide Marshall pour la France.<sup>32</sup>

François Bloch Lainé, alors directeur de la Caisse des dépôts et consignations, ajoutait dès 1956 : *« le système du pacte colonial s'est presque renversé au bénéfice des pays d'outre-mer. Désormais ceux-ci importent beaucoup plus en*

---

<sup>31</sup> Par un système de « co-productions », expression elle-même utilisée par les élites ivoiriennes pour qualifier la logique de contreparties de la relation franco-africaine.

<sup>32</sup> LUGAN Bernard, *Afrique : l'histoire à l'endroit*, Editions Perrin, 1989, p 256.

*provenance de la métropole qu'ils n'exportent vers elle ».*

A l'examen, il apparaît donc que les relations économiques entre la France et son « pré carré » africain ont tissé un maillage d'intérêts réciproques bien compris, du moins par les élites politiques africaines<sup>33</sup>. Antoine Glaser rappelle à ce titre que les premiers chefs d'État africains n'étaient « ni des pantins ni des béni-oui-oui »<sup>34</sup>. Le président gabonais Omar Bongo résumait ainsi, en 1996, avec son sens de la formule, ce « deal » de la manière suivante : « *L'Afrique sans la France, c'est une voiture sans chauffeur, la France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant* ».

Cette réalité est toujours valable aujourd'hui, la France maintenant une politique exportatrice dynamique vers l'Afrique (la France est le deuxième pays européen exportateur vers le continent) et poursuit parallèlement une politique forte d'investissement (les IDE français en Afrique ont été multipliés par 10 entre 2000 et 2017 dont une forte progression pour l'Afrique subsaharienne) et de développement (la France est l'un des premiers employeurs d'Afrique saharienne : près de 470 000 emplois

---

<sup>33</sup> La question, qui interroge la seule histoire des États souverains d'Afrique, est de savoir si cette relation bien comprise s'est installée aux dépens des peuples africains.

<sup>34</sup> GLASER Antoine, *AfricaFrance. Quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu*, Fayard, 2014, p12.

directs et indirects résultent de la présence économique française).

La diaspora africaine en France agit également sur ces liens économiques : 8 milliards d'euros ont ainsi été transférés de la France vers l'Afrique en 2018 soit davantage que l'aide publique occidentale pour le développement de l'Afrique. Pour les Africains, l'Europe est ainsi un paradoxe économique : valeur « refuge », elle crée une dépendance systémique qui peut freiner le développement interne des Etats africains eux même.

**Toutefois, les liens de l'intérêt économique sont aussi les plus mouvants.**

Ainsi, l'ouverture de l'Afrique à l'économie mondialisée, a-t-elle consacré l'irruption de nouveaux acteurs sur le continent africain : la Chine, la Russie, la Turquie, les monarchies du Golfe, le Brésil<sup>35</sup>.

Parmi ces nouveaux partenaires, les réseaux de la « Chinafrique » sont sans conteste les plus dynamiques. Ainsi, la Chine est-elle désormais le premier partenaire commercial de l'Afrique subsaharienne, le premier investisseur étranger en flux, le premier bailleur de fonds du continent

---

<sup>35</sup> Au travers de ces nouveaux partenaires et de la mondialisation, les élites africaines « globalisées » se sont considérablement enrichies. Ainsi, selon le magazine américain Forbes, en 2021, la moyenne des fortunes des 18 milliardaires du continent est d'environ 4,1 milliards de dollars, soit 12% de plus qu'en 2020. Parmi eux les Nigerian Aliko Dangote, Abdulsamad Rabiu (ciment), Mike Adenuga (télécoms, pétrole) ou Folorunsho Alakija (pétrole).

africain et le premier débouché des exportations d'Afrique subsaharienne. L'omniprésence de la Chine se construit autour d'un « deal » politique et économique :

-non-ingérence chinoise dans les affaires africaines contre non-reconnaissance de Taiwan par les Etats africains.

-Importations chinoises de pétrole (Guinée équatoriale, le Congo, le Gabon, le Niger, le Nigeria et Soudan) contre exportation du textile, des réseaux de télécommunications (Zhongxing Telecom-ZTE) ou des travaux publics chinois.

-Importation des technologies chinoises de télésurveillance/vidéo reconnaissance par les gouvernements africains pour renforcer leur contrôle sur la société civile. Ainsi, dans le cadre de l'initiative "safe city" (villes sécurisées par les technologies connectées), le géant chinois des télécommunications Huawei a-t-il équipé plus de 13 pays africains (dont la République de Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria).

Toutefois, dans ce « deal » économique, un malaise est perceptible qui commence à faire réagir les peuples africains : ce sont les ouvriers et les ingénieurs chinois qui œuvrent sur place. Ainsi, la liaison ferroviaire Djibouti-Ethiopie, projet conjoint de la China Railway Group Limited (CREC) et la China Civil Engineering

Construction Corporation (CCECC), est-elle aussi gérée et pilotée par des cheminots chinois.

Enfin, la Chine procède à un véritable pillage (« land grab ») des terres arables africaines pour des raisons à la fois d'autosuffisance alimentaire mais également de développement de filiales d'énergies alternatives dites « agro-carburants ». Au total, près d'un million d'hectares de terres africaines seraient détenus par la Chine notamment au Cameroun et au Congo.

Si, comme nous venons de le voir, la Chine domine tant l'Afrique sur le plan économique, comme expliquer que la France fasse encore les frais des procès en colonisation ? Comment justifier cette cécité volontaire des Africains ?

### ***B. Les liens « immatériels » mettent sous tension la relation franco-africaine***

Si une certaine défiance des Africains se manifeste encore, c'est que la relation franco-africaine fut passionnée. Celle-ci ne s'est pas limitée à une vision purement égoïste et utilitariste d'un Etat colonisateur vers des Etats colonisés.

La France et son ancien « pré carré » africain ont ainsi noué, depuis 1830 et la constitution du second espace colonial français, des relations

interpersonnelles de Français à Ivoiriens<sup>36</sup>, Sénégalais, Burkinabès, Congolais, Malgaches, Comoriens etc...Or, ces relations interpersonnelles ont de réelles implications sur le plan politique ou économique<sup>37</sup>. La peur ou la confiance collective d'un peuple peut ainsi fortement inciter les Etats à la réserve ou au bellicisme sur la base d'un ressenti<sup>38</sup>. En conséquence, le poids des opinions peut devenir une opportunité ou une contrainte stratégique selon que les Etats parviennent à influencer, favorablement ou non, les perceptions (celles de leur opinion nationale, de l'opinion internationale, ou des populations autochtones).

Les paragraphes qui suivent entendent dresser un constat représentatif, quoique non exhaustif, des sentiments qui peuvent/ont pu caractériser les relations contemporaines entre la France et certaines de ses anciennes colonies. Loin d'être neutres, ces dernières contribuent à forger l'imaginaire des peuples, les éloignant ou les

---

<sup>36</sup> Evoquée plus haut, l'arrivée du prince d'Assinie à la cour de Louis XIV à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, est éclairante à cet égard.

<sup>37</sup> TRAN Valérie, *the influence of emotion on the decision making process*, 2004.

<sup>38</sup> « *Toute condition objective est perçue par un être humain, qui les appréhende à travers le filtre de l'émotion. Par exemple, les peurs des puissances régnautes ont pour effet d'alimenter les interprétations erronées et d'exagérer les dangers, tandis que la confiance accrue des puissances ascendantes fait naître des exigences irréalistes et encourage la prise de risque* ». ALLISON Graham, *vers la guerre : la Chine et l'Amérique dans le piège de Thycide ?*, Odile Jacob, 2019, 374p, p61-62.

rapprochant durablement. C'est ce que rappelle le Président français lors de son discours à l'université de Ouagadougou en 2017. « *Je suis comme vous d'une génération qui n'a jamais connu l'Afrique comme un continent colonisé. [...] Aussi je me refuse à toujours revenir sur les mêmes représentations d'hier.* »

- a. *Aux sentiments les plus négatifs qui renforcent le fossé entre la France et l'Afrique...*

### **Le mépris**

Nicolas Sarkozy (Dakar, 26 juillet 2007) : « *Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire* ».

Sorti de son contexte, le discours rédigé par Henri Guaino (conseiller spécial du président) et prononcé par l'ancien président français dans la capitale sénégalaise, a suscité la stupéfaction en Afrique et en Occident. Certains ont pu y lire un « regard paternaliste et éculé que continuent de porter certaines des nouvelles élites françaises »<sup>39</sup>. Or, plus tôt dans son discours, Nicolas Sarkozy affiche son humilité à l'égard de l'Afrique, confessant au nom de la France les

---

<sup>39</sup> MBEMBE Achille, *l'Afrique de Nicolas Sarkozy*, Mouvements, avril 2007, pages 65 à 73.

crimes que cette dernière a pu commettre par le passé<sup>40</sup>.

Plus que de mépris, une franche maladresse donc qui ravive les plaies de l'histoire et devient une faute stratégique lourde de conséquence<sup>41</sup>.

### **La haine**

Paul Kagamé, 10 octobre 2016 : « *Je dois rappeler, à certaines personnes, que le système judiciaire rwandais n'est pas subordonné aux intérêts français. C'est la France qui devrait être sur le banc des accusés et jugée...et personne au Rwanda* ».

Ces déclarations du président Rwandais témoignent, en 2016, du nouveau rapport de force franco-rwandais autour de la responsabilité du génocide des Tutsis au Rwanda en 1994.

Particulièrement sensible, ce sujet a catalysé les rancunes au point d'entraîner une rupture des relations diplomatiques entre les deux pays de 2006 à 2009. Si les relations se sont réchauffées

---

<sup>40</sup> « *Que feriez-vous, fière jeunesse africaine de ma pitié ? Je ne suis pas venu effacer le passé car le passé ne s'efface pas. Je ne suis pas venu nier les fautes ni les crimes car il y a eu des fautes et il y a eu des crimes.* » Nicolas Sarkozy, discours de Dakar.

<sup>41</sup> François Hollande s'efforcera de corriger cette faute en déclarant en 2014 : « *l'Afrique est non seulement entrée dans l'Histoire, [mais elle constitue aussi] une partie de l'avenir de l'humanité* ».

depuis, la France n'a toujours pas, depuis 2015, d'ambassadeur accrédité à Kigali.

### **La honte/la culpabilité**

Réné Dumont<sup>42</sup> « *Notre prospérité est construite sur de monstrueuses pyramides de cadavres d'enfants rappelant les illustrations de nos livres d'histoire élémentaire : le passage des Huns, des Mongols et autres barbares* »<sup>43</sup>

Le mouvement de repentance au sein des anciens pays colonisateurs débute dès les années 1950, date à laquelle naît de la plume d'Alfred Sauvy, la notion de « tiers monde ». Comme le précise Bernard Lugan<sup>44</sup>, « pour les tiers-mondistes, non seulement l'Europe a brisé [...] la tendance au développement de l'Afrique, mais encore elle aurait mis en place après les indépendances les conditions de la permanence du sous-développement [africain] ».

Ce sentiment de culpabilité à l'égard de l'Afrique trouve une nouvelle incarnation aujourd'hui, en miroir aux accusations du mouvement indigéniste, au travers de la notion de « privilège blanc »<sup>45</sup>.

---

<sup>42</sup> Agronome français, connu pour son combat pour le développement rural des pays pauvres et son engagement écologiste.

<sup>43</sup> DUMONT René, *Pour l'Afrique, j'accuse*, CNRS, 2015, 330p.

<sup>44</sup> Bernard Lugan, *Afrique, l'histoire à l'endroit*, op.cit.

<sup>45</sup> Hérité des sciences sociales américaines, ce concept émerge en 1975, dans le contexte de l'époque ségrégationniste aux Etats Unis. Il vise à démontrer que l'homme blanc jouit par essence de privilèges liés à sa « race », la société étant elle-même organisée autour d'une « norme blanche ».

b. ...répondent des sentiments plus contrastés qui nourrissent les imaginaires réciproques.

### **Le fantasme**

Michel Leiris<sup>46</sup> : « *Voici enfin l'Afrique, la terre des 50 degrés à l'ombre, des convois d'esclaves, des festins cannibales, des crânes vides, de toutes les choses qui sont mangées, corrodées, perdues. La haute silhouette du maudit famélique qui m'a toujours hanté se dresse entre le soleil et moi*<sup>47</sup> ».

Le continent africain, contrasté et immense, est difficile à saisir dans sa complexité par les observateurs européens. Ces derniers, face au coût d'accès à cette diversité africaine, lui préfèrent bien souvent une vision fantasmée. Pour le professeur Sylvie Brunel, trois représentations du continent coexistent et se superposent parfois, en particulier avec la mondialisation :

#### -L'Afrique de la misère

C'est l'Afrique de la faim, des réfugiés, de la prédation, des catastrophes naturelles, des désastres sanitaires, de la violence, tout cela

---

<sup>46</sup> Écrivain, poète, ethnologue et critique d'art français.

<sup>47</sup> LEIRIS Michel, *L'Afrique fantôme*, Gallimard, 1934.

exacerbé par la densification démographique. En bref, l'image d'un continent maudit.

#### -L'Afrique exotique

C'est l'Afrique des parcs naturels et des populations dites « authentiques », des villages de cases et des réserves naturelles où l'on vient admirer les fameux « big five » (le lion, le léopard, le buffle, le rhinocéros, l'éléphant). L'occident est ainsi victime, selon Sylvie Brunel, du « syndrome de Tarzan », consistant à cultiver la certitude de sa compétence gestionnaire face aux peuplades indigènes.

#### -L'Afrique émergente

C'est l'Afrique des opportunités économiques qui émergent notamment avec l'intégration de l'Afrique parmi les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Grenier et atelier potentiel du monde, enjeu géopolitique de premier plan dans l'accès aux matières premières avec des gisements d'énergie et des réserves de terres sans égal<sup>48</sup>. C'est l'Afrique « El Dorado »<sup>49</sup>.

Mais cette vision fantasmée est aussi largement réciproque. Les interventions de la France sur le continent africain font souvent l'objet de mauvais procès, notamment en néo-colonialisme. Cette perception erronée est

---

<sup>48</sup> L'Afrique dispose à elle seule du tiers des ressources naturelles mondiales.

<sup>49</sup> Contrée mythique d'Amérique du Sud supposée regorger d'or.

activement relayée auprès des classes populaires africaines<sup>50</sup> puis amplifiée par les compétiteurs internationaux de la France, notamment la Russie.

### **L'intérêt**

Frantz Fanon : « *la vache du riche mange le grain du pauvre* ».

L'idée selon laquelle les rapports de la France à ses anciennes colonies africaines seraient mus par l'unique intérêt, notamment économique, est ancienne et se développe avec le mouvement tiers-mondiste, évoqué plus haut.

Or, cette image simplificatrice et fautive continue de faire florès dans les cercles politiques africains. Ainsi Hervé Ouattara, responsable burkinabè de l'association urgences panafricanistes<sup>51</sup> n'hésitait pas à affirmer en 2019 au sujet de l'opération BARKHANE : « Tout laisse à penser que la France coopère avec les groupes jihadistes pour rendre la zone instable et piller nos matières premières ».

Là encore, cette lecture des relations franco-africaines par le seul intérêt est réciproque de part et d'autre de la méditerranée. Ainsi, au mois de juillet 2020, une association identitaire

---

<sup>50</sup> A titre d'exemple, au mois de novembre 2019, le chanteur malien Salif Keita créait l'évènement en publiant une vidéo dans laquelle il déclarait : « La France finance nos ennemis contre nos enfants ».

<sup>51</sup> Association présidée par Kémi Séba, essayiste franco-béninois, activiste anticolonialiste et chroniqueur politique de télévision en Afrique.

française a-t-elle manifesté aux cris de "Aidez les Français, pas les Africains" ou encore "Pensez à nos emplois, pas à la diaspora" contre le projet, porté par une parlementaire d'origine africaine, de défiscaliser les transferts d'argent de la diaspora vers leur pays d'origine.

### **L'espoir**

François Hollande, Dakar, 12 octobre 2012 : « *Le temps de la "Françafrique" est révolu : il y a la France, il y a l'Afrique, il y a le partenariat entre la France et l'Afrique, avec des relations fondées sur le respect, la clarté et la solidarité.* »

Dans la mythologie grecque, l'« espérance » est ce qu'il reste à Pandore lorsqu'elle a libéré tous les maux de la boîte<sup>52</sup>. C'est certainement aussi le sentiment le plus moteur entre la France et ses anciennes colonies africaines, qu'il est urgent de nourrir. Aux côtés de l'espoir politique, présent dans le discours de François Hollande en 2012 à Dakar et celui d'Emmanuel Macron en 2017 à Ougadougou (cf supra), de nombreuses initiatives sont porteuses d'espoir :

-les Young leaders « AfricaFrance » : créée en 2017 sous le haut patronage du président

---

<sup>52</sup> Zeus accepte le mariage de sa fille Pandore avec Épiméthée, un Titan, à condition qu'elle conserve sans l'ouvrir « la boîte », qu'il lui confie. Ce pacte scelle et protège l'alliance fondatrice du couple. Mais cédant à la curiosité, Pandore ouvre la boîte, libérant ainsi tous les maux qui y étaient contenus. Elle n'eut que le temps de retenir « l'espérance ».

français Emmanuel Macron et du président ghanéen Nana Akufo Addo, cette initiative se fixe pour objectif de détecter les très hauts potentiels africains et français, de créer une communauté de leaders entre l'ensemble du continent et la France et de tisser des liens de confiance sur le long terme.

-les projets d'incubateurs d'entreprise franco-africains : le programme « Afric'innov » soutenu par l'Agence Française pour le Développement coordonne les projets de 50 incubateurs d'entreprises dans l'ouest de l'Afrique.

-la formation des étudiants africains en France : selon Campus France, en 2018, sur 340.000 étrangers étudiants en France, 72.000 venaient d'Afrique subsaharienne<sup>53</sup>. Selon la même source, d'après une enquête de 2016, la scolarité des étudiants subsahariens améliore largement leur perception de la France et les encourage à travailler à l'avenir avec des entreprises françaises.

Cette énumération de sentiments peut sembler anecdotique et peu scientifique dans son approche. A l'inverse, la conviction du rédacteur est que le champ constitué par ces différentes

---

<sup>53</sup> Le nombre d'étudiants ivoiriens a, à lui seul, progressé de 77% entre 2013 et 2018.

perceptions est capital dans la compréhension et l'évolution positive des relations entre la France et son ancien « pré carré ». Pour les Armées comme au niveau interministériel, il s'agit donc de définir de concert les intérêts prioritaires de la France puis de s'assurer que ces derniers ne sont pas fragilisés dans le champ des perceptions. Si tel était le cas, il s'agit en conséquence, par une communication stratégique adaptée (STRATCOM), de travailler à modifier les sentiments les plus négatifs auprès des bons auditoires (*target audiences*).

Mais si cette dimension commence déjà à être prise en compte aujourd'hui, qu'en sera-t-il demain ? Quelles seront les évolutions, en particulier technologiques et humaines qui modifieront les interfaces de dialogue et de perception entre la France et l'Afrique ? Quel impact ces évolutions auront-elles sur les crises « africaines » de demain et face à celles-ci, quelles seront alors les options stratégiques de la France pour y faire face ?

## II. Quelles sont les marges de manœuvre de la France en Afrique ?

*« Etre à la tête d'un État revient à tendre l'oreille pour guetter les pas de Dieu et à attraper l'ourlet de Son vêtement sur Son passage »*

*Otto Von Bismarck*

Imaginer le monde de 2035 : exercice stimulant mais incertain, nécessaire pourtant. Anticiper le contexte stratégique permet de réaliser, dès maintenant, les bons arbitrages. Cela est valable sur tout le spectre de la capacité militaire (DORESE pour « doctrine, organisation, ressources humaines, équipements, soutien des forces, entraînement) mais aussi plus largement sur tout le champ de l'engagement extérieur, diplomatique, économique, culturel.

Cet exercice de prospective et de planification n'est pas exclusif aux pays occidentaux même s'il y est le plus abouti et le plus systématique (Annexe 15). Les Etats africains se préparent eux aussi à l'avenir, à commencer par la Commission de l'Union Africaine (UA) au travers de son « agenda 2063 » assorti d'objectifs généraux. Comme le rappelle ce document cadre,

plusieurs pays africains ont élaboré des plans et des visions nationales à long terme : Ouganda (2040), Afrique du Sud, Malawi, Nigeria, Rwanda, Lesotho, Cote d'Ivoire et Egypte (2050), Sierra Leone, Sénégal et Cameroun (2035).

Toutefois, quel que soit le travail prospectif réalisé, des invariants seront vraisemblablement à l'œuvre à l'horizon 2035 :

**Contexte international :** un monde vraisemblablement repolarisé dans une nouvelle « guerre froide » qui opposera les Etats-Unis et la Chine. C'est du moins l'hypothèse crédible formulée par Graham Allison<sup>54</sup> s'appuyant sur l'analyse de 16 situations similaires de tensions entre puissances régnautes et puissances montantes au cours des cinq derniers siècles.

**Contexte politico-normatif :** qu'en sera-t-il en 2035 du concept même de guerre et de victoire ? C'est la question que se pose Gaïdz MINASSIAN<sup>55</sup> en jetant un regard critique sur les revers enregistrés depuis trente ans par les Etats occidentaux. Avec le déclin de l'équilibre westphalien, fondé sur l'importance du droit dans les règlements des conflits et la puissance des Etats, la victoire a pris « une dimension

---

<sup>54</sup> ALLISON Graham, *vers la guerre : la Chine et l'Amérique dans le piège de Thucydide* ?, op.cit.

<sup>55</sup> MINASSIAN Gaïdz, *les sentiers de la victoire : peut-on encore gagner une guerre?*, Passés composés-Humensis, 2020, 711p.

politique et sociale plus épaisse»<sup>56</sup>. Selon l'auteur il ne sera plus possible à l'avenir de « gagner une guerre » tant les conditions de la victoire seront restrictives<sup>57</sup>.

**Contexte social** : une révolution nouvelle va transformer la vision du monde par le corps social : celle-ci sera de nature technologique, écologique, démographique, anthropologique. Son ampleur sera vraisemblablement plus vaste que celle, industrielle, du XIXème siècle.

En complément de ces éléments de contexte, le rédacteur se propose dans les pages qui suivent d'analyser plus spécifiquement quelques-uns des probables « game changers » de la relation franco-africaine, avant d'évaluer leurs impacts sur les objectifs et la stratégie des Armées à l'horizon de 15 ans.

### ***A. Quels « game changers » pour la relation franco-africaine en 2035?***

Comme le rappelle l'étude prospective du CICDE « Environnement Opérationnel Futur 2035 », la conflictualité de demain se

---

<sup>56</sup> Ibid, p20. La conflictualité est le plus souvent infraétatique et déborde le champ martial pour rejoindre celui des luttes sociales ou sanitaires (« la guerre contre le covid »).

<sup>57</sup> Ibid, p19. Remplir ses objectifs de guerre (militaires), ses buts de guerre (politiques), sceller avec l'ennemi une paix inclusive dans la durée, faire renoncer l'ennemi à l'emploi de la force.

concentrera là où « vivent les hommes, pensent les hommes, passent les flux, sont les ressources ».

A ce titre, les premiers « game changer » difficiles à anticiper avec précision seront politiques :

**-France** : trois élections présidentielles auront lieu entre 2021 et 2035, structurées vraisemblablement autour d'une tension entre les thématiques sécuritaires (terrorisme, séparatisme, sécurité sanitaire), écologiques (urgence climatique et objectifs du traité de Paris), sociales (déshindustrialisation, chômage des jeunes).

**-Mali** : Le « comité national pour le salut du peuple » a chassé l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta du pouvoir lors d'un coup d'Etat le 18 août 2020. Les prochaines élections présidentielles sont pour l'heure prévues en 2022 au terme d'une période de transition de 18 mois. A court et moyen terme, la place politique qu'occupera le prédicateur salafiste Mahmoud Dicko dans le jeu politique dès 2022<sup>58</sup> sera déterminante pour l'avenir du pays.

---

<sup>58</sup> Mahmoud Dicko dément avoir un agenda politique. Toutefois il a publié au mois de février 2021 un "manifeste pour la refondation du Mali". Il est par ailleurs soutenu depuis 2019 par un parti qui porte son nom, la Coordination des Mouvements, Associations et sympathisants de Mahmoud DICKO (CMAS).

**-Guinée Conakry :** Alpha Condé est à la tête de la Guinée depuis décembre 2010. Il a été réélu pour un troisième mandat au mois d'octobre 2020. Il aura 97 ans en 2035.

**-Burkina Faso :** Le président Roch Marc Christian Kaboré a été réélu au mois de novembre 2020 pour un deuxième mandat de cinq ans. Il aura 78 ans en 2035.

**-Cote d'Ivoire :** Alassane Ouattara a été réélu pour un troisième mandat de cinq ans le 31 octobre 2020. Il aura 93 ans en 2035.

**-Tchad :** Idriss Déby est à la tête du Tchad depuis 1990 (il a été réélu président à cinq reprises). Depuis 2018, les mandats sont désormais de 6 ans, sans limites de nombre. Idriss Déby a été réélu le 6 février 2021. En 2035, il aura 83 ans.

**-Gabon:** Ali Bongo a été réélu en 2016 pour un mandat de sept ans. La famille Bongo est au pouvoir depuis 48 ans. En 2035, Ali bongo aura 76 ans.

**-Sénégal:** le président Macky Sall est réélu en 2019 pour un mandat de cinq ans. En 2035, il aura 74 ans.

**-Cameroun :** Paul Biya a été réélu au mois d'octobre 2018 pour un septième mandat de sept ans. Il est au pouvoir depuis 37 ans. En 2035, il aura 102 ans.

**-Niger :** Mohamed Bazoum, ministre de l'intérieur de Mahamadou Issoufou, a été officiellement élu le 21 février 2021 pour cinq ans. En 2035, il aura 74 ans.

Ainsi, sans préjuger des résultats électoraux futurs, la France politique naviguera vraisemblablement, à l'horizon 2035, entre tentation identitaire, ouverture décomplexée à un libéralisme technologique et autoritarisme « vert ». Les Etats africains cités supra, dont beaucoup se caractérisent par la permanence à leur tête, devront surmonter quant à eux les défis posés par les futures transitions politiques (les présidents guinéen, ivoirien, tchadien et camerounais auront plus de 80 ans en 2035).

#### *a. Les évolutions technologiques*

L'objet de ce paragraphe ne sera pas d'entrer dans une analyse exhaustive de toutes les évolutions technologiques attendues à l'horizon 2035. En s'appuyant toutefois sur les conclusions des travaux menés par le Centre de Réflexion Terre (CRT) en 2019, il apparaît que l'enjeu principal pour les Etats africains sera le développement des infrastructures/accès aux réseaux (4G/5G/6G) et ses conséquences (Annexe 9).

Le continent africain, comme le continent européen va progressivement s'équiper en infrastructures 5G. Si l'entreprise sud-coréenne de télécommunications, Samsung, annonce déjà le lancement de la 6G pour 2028<sup>59</sup>, le grand public africain n'en sera pas le bénéficiaire prioritaire. Pour la GSMA, l'association mondiale des opérateurs télécoms, en 2025, seuls 3% des abonnés mobiles africains seront connectés à la 5G.

Toutefois, la présence des réseaux de télécommunications locaux, chinois (Huawei, ZTE) et français (Orange) permettent d'ores et déjà de révolutionner les pratiques numériques en Afrique: essor du m-payment et du m-banking, m-farming/m-agri<sup>60</sup>, géolocalisation, digitalisation des entreprises, e-gouvernement, etc...

L'impact sur les réseaux sociaux est particulièrement fort: En 2018, 37,4 % des 1, 2 milliards d'Africains étaient connectés soit 10, 9% des internautes dans le monde. 17% de la population africaine est par ailleurs connectée au réseau social Facebook, soit un utilisateur

---

<sup>59</sup> La 6G, en plus de l'évolution du débit (50 fois plus élevés que la 5G), permettra notamment les hologrammes mobiles (projection numérique 3D) et les jumeaux numériques (ubiquité de l'utilisateur qui pourra virtuellement se rendre sur un autre lieu). Samsung estime ainsi qu'à l'horizon 2030, il y aura plus de 500 milliards d'objets connectés dans le monde.

<sup>60</sup> Ces applications permettent aux éleveurs/agriculteurs de recevoir et de s'échanger des informations par téléphone mobile concernant les fluctuations quotidiennes des prix sur les principaux marchés et de trouver des acheteurs pour leur récolte via l'application.

africain d'internet sur deux. Bien plus, la connectivité africaine est en pleine croissance : entre 2010 et 2020, le nombre d'Africains connectés est passé de moins de 5 millions à plus de 500 millions. En outre, dès 2024, le futur câble sous-marin baptisé « 2Africa »<sup>61</sup>, permettra à 16 pays africains<sup>62</sup> de tripler leur débit de connexion (Annexe 10).

Il serait ainsi aisé de céder à une vision fantasmée de ce nouvel « El Dorado » technologique africain. Cette perception doit être nuancée. Les principales fragilités de ces innovations sont de deux ordres : sécurité des échanges (cybersécurité et administration « verticale » des réseaux<sup>63</sup>) et vulnérabilités accrues aux fausses informations. Ce dernier point est capital car pour un continent jeune, politisé mais influençable, le passage de la presse papier au numérique rendra les opinions publiques vulnérables à l'intoxication et la désinformation. Ainsi, en 2020, deux anciens

---

<sup>61</sup> Le 17 mai 2020, un consortium de huit sociétés, Facebook, Orange, China Mobile International, MTN (Afrique du Sud), STC (Arabie saoudite), Vodafone (Royaume-Uni), Telecom Egypt, West Indian Ocean Cable Company (île Maurice) ont lancé la construction d'un câble de 37 000 km qui devrait être opérationnel en 2024.

<sup>62</sup> Notamment le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Gabon, le Congo, la RD Congo, l'Afrique du Sud, Madagascar ou Djibouti.

<sup>63</sup> Les opérateurs chinois de télécommunications étant les plus dynamiques sur le continent africain, la Chine pourrait également exporter sa norme « dirigiste » d'administration des réseaux (censure, contrôle des accès) faisant peser une menace supplémentaire sur les utilisateurs.

employés de Cambridge Analytica<sup>64</sup>, ont révélé que, lors des élections présidentielles de 2013 et de 2017 au Kenya, la société britannique conseillère du chef de l'État Uhuru Kenyata a collecté les données personnelles des électeurs à partir de leurs profils Facebook afin d'influencer leurs votes. Le champ informationnel sera ainsi, peut-être plus que nulle part ailleurs, un nouvel espace de manœuvre pour la France.

Outre ces conséquences dans la sphère civile, les applications militaires liées au développement des réseaux seront également considérables. Ainsi, les améliorations d'échelle sur le niveau général de connectivité en Afrique permettront l'émergence de systèmes avancés autonomes (notamment les essaims de drones) mis en œuvre dans des modes d'action de techno-guerilla<sup>65</sup> qui seront développés plus loin.

---

<sup>64</sup> Société britannique de publication stratégique combinant des outils d'exploration et d'analyse des données.

<sup>65</sup> Mode défensif de la guerre combinant des tactiques classiques de guérilla avec l'usage de technologies avancées (drones, dispositifs de vision nocturne, missiles antichars, antinavires, moyens de guerre électronique...). S'y ajoute l'utilisation de la guerre psychologique dans le champ informationnel.

## b. Les évolutions humaines

A la fois en marge et en conséquence de ce qui précède, des évolutions humaines importantes sont à attendre pour l'Afrique subsaharienne à l'horizon 2035. L'analyse prospective publiée en 2018 par la CIA sur les évolutions mondiales en 2035<sup>66</sup> résume ces évolutions de la manière suivante : « L'Afrique subsaharienne deviendra plus peuplée, plus jeune, urbaine, formée et connectée. Les prévisions de croissance démographique y sont les plus élevées au monde. [...] La surpopulation à elle seule grèvera les ressources en eau et nourriture, les systèmes de santé, l'éducation et les infrastructures urbaines ».

En synthèse, les grandes tendances attendues sont ainsi :

**- poursuite de l'urbanisation et renforcement de la pression démographique rurale et urbaine (Annexe 7).** Les villes, avec leur équipement numérique (rôle de « hub » qui se renforce avec les projets d'équipements cités plus haut) et les perspectives économiques que les citoyens africains peuvent y projeter (croissance dynamique, marché de l'emploi ouvert et image

---

<sup>66</sup> JAULMES Adrien, *Le monde en 2035 vu par la CIA, et le Conseil national du renseignement : le paradoxe du progrès*, Editions j'ai lu, 2018, p221

positive de modernité contre raréfaction des ressources, stagnation des rendements agricoles et insécurité foncière), vont renforcer leur attractivité. Ainsi, selon une estimation de l'ONU, en 2035, la moitié de la population africaine sera urbaine, contre à peine un tiers en 1990. Cette urbanisation rapide mettra inévitablement sous tension les infrastructures et les services des grandes villes en même temps qu'elle démultiplie les risques épidémiologiques.

Outre l'indéniable attractivité des pôles urbains, la pression démographique pourra également s'observer vers les espaces ruraux, avec de fortes conséquences sur le niveau d'insécurité (foncière ou pastorale). Cette tendance est déjà observable au Niger, pays disposant du taux de fécondité le plus élevé au monde (7,6 enfants/femme) et dont la population pourrait atteindre 79 millions d'habitants en 2050. Dans ce pays aux deux tiers désertique vivant de son agriculture (les zones agricoles fertiles sont concentrées dans la partie méridionale du territoire), la majorité des agriculteurs nigériens n'a d'autre choix pour survivre que de migrer vers les villages qui offrent ponctuellement les ressources nécessaires (ex : la culture pluviale du mil est limitée dans l'année et dépend du niveau de précipitations).

**-renforcement de la dépendance à la Chine.** Si une baisse de l'extrême pauvreté est attendue à l'horizon 2035<sup>67</sup>, la croissance africaine pourrait toutefois marquer le pas dans les années à venir, en raison à la fois de la dépendance de l'Afrique subsaharienne aux marchés extérieurs et de la faible diversification des secteurs d'activités africains concentrés sur les matières premières. La chute du cours de celles-ci aura ainsi un impact immédiat sur les économies africaines. Après quinze ans de croissance sans précédent, l'économie du continent n'a crû que de 3,8 % en 2015, un ralentissement dû en grande partie à la faiblesse de la demande chinoise pour le cuivre, le pétrole et le gaz<sup>68</sup> (Annexe 5). Le financement des grands projets d'infrastructure par la Chine aura par ailleurs un fort impact sur la dette souveraine des Etats africains. L'endettement total du continent était estimé en 2020 à 365 milliards de dollars, dont un tiers est détenu par la Chine.

**-les mouvements migratoires nationaux, régionaux et internationaux.** La population de la CEDEAO a été multipliée pratiquement par quatre entre 1960 et 2007, passant de 78 à environ 300 millions d'habitants. Cette

---

<sup>67</sup> Selon l'Agence Française de Développement (AFD), l'Afrique a enregistré une diminution de 8 % de son taux de pauvreté entre 1985 (47 %) et 2017 (39 %).

<sup>68</sup> JAULMES Adrien, *Le monde en 2035 vu par la CIA, et le Conseil national du renseignement : le paradoxe du progrès*, op. cit.

croissance démographique induit une forte mobilité de la population à l'intérieur de l'espace régional. Evoquée précédemment, la raréfaction des ressources (eau, cheptels, terres arables, zones de pêches...) est aggravée par trois facteurs liés : les changements climatiques (provoquant sécheresses, inondations, changement des régimes de précipitations et érosion côtière accrue), les tensions sécuritaires et l'attractivité des zones urbaines. On assiste ainsi à un renversement de la logique migratoire régionale, centrée hier autour des espaces économiques littoraux, et polarisé aujourd'hui autour des villes sahéniennes connectées aux réseaux mondiaux selon un axe Est-Ouest: Niamey-Ouagadougou-Bamako-Dakar (Annexe 3).

**-radicalisation :** De la logique migratoire qui précède, un cercle vicieux peut se former et conduire à la radicalisation idéologique : confrontés à la raréfaction des ressources (changements climatiques ; pillage des terres arables/ressources halieutiques), sous la pression sécuritaire sahénienne et face à la démission de l'administration nationale, les agriculteurs/éleveurs/pêcheurs africains sont contraints de cesser leur activité pour, au mieux, rejoindre les zones urbanisées dans l'espoir d'y trouver du travail, au pire rejoindre la piraterie ou les groupes armés contre rémunération.

*c. Quels effets sur la perception réciproque France/Afrique en 2035*

A la lecture de cette courte analyse des tendances lourdes susceptibles d'affecter la relation franco-africaine à l'horizon 2035, quelles conclusions peut-on tirer pour la France ?

**La démographie croisée France/Afrique (diasporas respectives, démographie africaine et francophonie) est un facteur clé de la relation future.** Aux 80 000 français (140 000 européens) réunis sur les 19 pays du Golfe de Guinée, il faut ajouter les 3 millions de Subsahariens en France dont les flux financiers vers l'Afrique sont estimés en 2019 à 10 milliards d'euros par an (autant que l'aide française au développement). Cette démographie croisée a deux effets :

-Politisation possible de cette immigration (indigénisme en France, haine de la France depuis les pays sahéliens).

-Rôle clé des diasporas dans la construction des imaginaires au travers des réseaux sociaux et médiatiques. La manière dont est conscientisée la relation franco-africaine (école, presse, réseaux) est capitale dans la construction d'une perception commune positive. La Francophonie (en 2050, 85% des locuteurs francophones

vivront en Afrique soit près de 600 millions de personnes) est en cela le premier « réseau social », canal précieux des influences mutuelles entre l'Afrique et la France.

**Les intérêts stratégiques de la France sont triplement menacés par la présence chinoise dans l'ancien « pré carré » français en Afrique<sup>69</sup>:**

-concurrence économique directe pour l'approvisionnement stratégique en matière première, notamment les hydrocarbures dont 10% des réserves mondiales et 50% des réserves extraites en Afrique proviennent du golfe de Guinée.

-rôle indirect de la présence chinoise dans la déstabilisation économique et sécuritaire régionale (exemple des terres arables et des réserves halieutiques évoquées précédemment). A cet égard, la Chine fait figure, à l'instar de la Russie, de puissance « antifragile »<sup>70</sup>.

- Dépendance commerciale africaine à la Chine (dépendance aux exportations de matières

---

<sup>69</sup> Deux facteurs limitent toutefois cette « concurrence » Franco-chinoise en Afrique : l'échelle disproportionnée des échanges en faveur de la dynamique sino-africaine ; l'attitude pragmatique des Etats africains qui multiplient les partenariats commerciaux dans une optique collaborative pour limiter leur niveau de dépendance et tirer le meilleur avantage comparatif.

<sup>70</sup> L'antifragilité est de manière générale une propriété des systèmes qui se renforcent lorsqu'ils sont exposés à des facteurs de stress. Appliquée aux Etats (Russie, Chine), elle définit la caractéristique de prospérer dans les situations de crise, auprès des Etats faillis (Syrie, Centrafrique, Soudan).

premières et aux importations de produits transformés chinois).

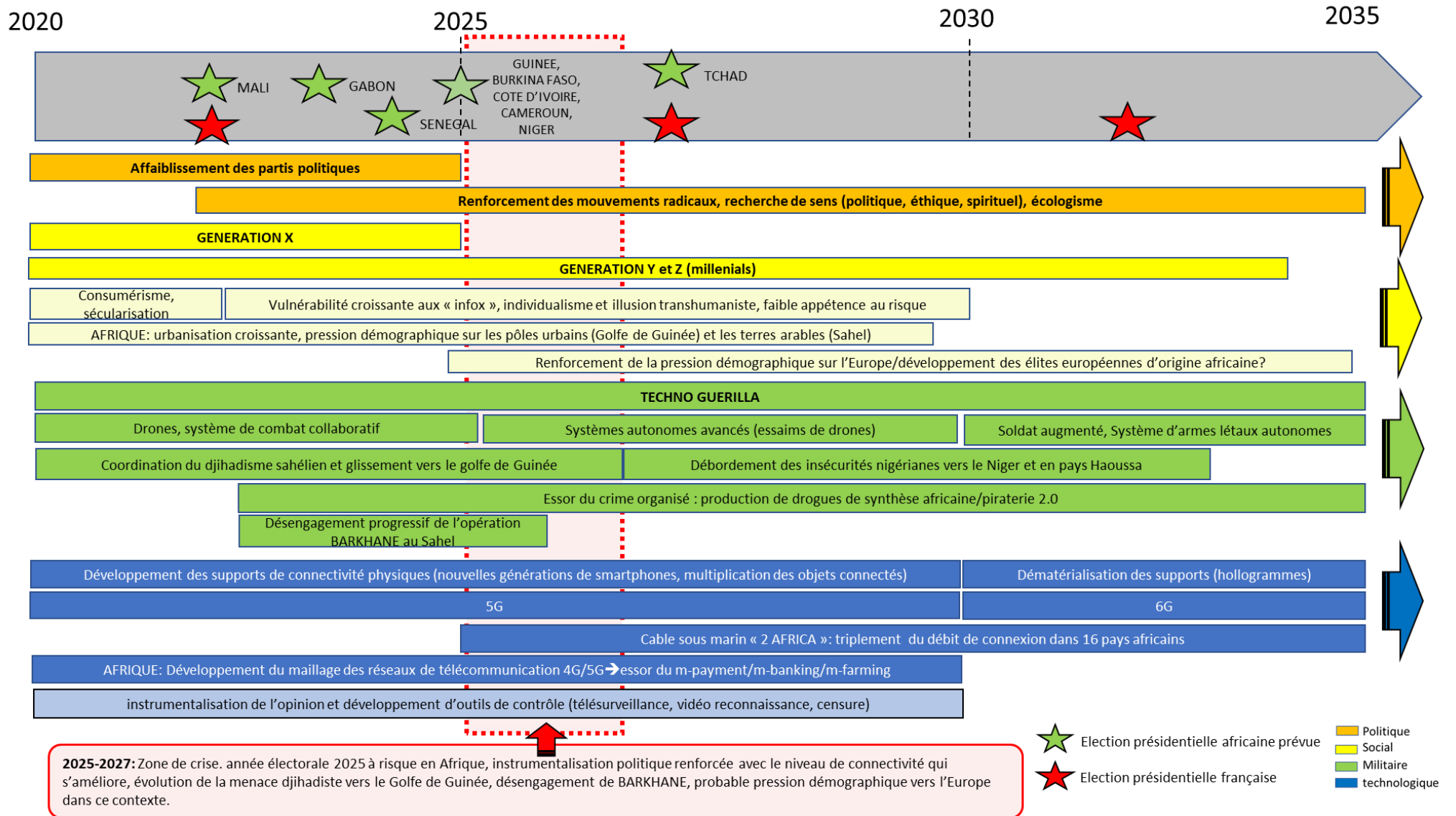
**L'enjeu du rapport de la population subsaharienne à l'Etat central et le rôle centralisateur des réseaux.** Il faut considérer à cet égard les évolutions foncières (« les terroirs ») et fiscales en Afrique et son impact sur le rapport des Africains à l'Etat central. Ce dernier joue, par la confiance institutionnelle qu'il engage, un effet indirect sur la construction de liens plus forts entre les Etats africains et la France.

Les réseaux de télécommunications ont quant à eux un impact paradoxal vers l'Etat central :

-ils le renforcent en attirant les populations rurales vers les centres urbains plus faciles à contrôler. La connectivité rend également possible la manipulation de l'électorat comme évoqué précédemment avec les dernières élections au Kenya.

-ils le fragilisent en permettant aux mouvements de contestation politique de s'organiser, entretenant la remise en cause, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, de l'Etat central.

**Figure 1 : synthèse des « games changers » franco-africains pour la période 2020-2035.**



***B. A partir de cette analyse, quels objectifs poursuivre et quelle stratégie adopter ?***

A la lecture de ce qui précède, il apparaît que l'horizon 2035 semble assez peu favorable aux relations franco-africaines :

-Les liens physiques, avec la mondialisation des échanges et le développement rapide des réseaux de télécommunication, ne sont plus aussi nécessaires ;

-les liens « immatériels », faute d'une réelle politique de réconciliation et d'incompréhensions, se nouent autour d'aigreurs historiques, sentiment par ailleurs largement instrumentalisé par nos compétiteurs internationaux et la dissidence politique nationale ;

-les tendances qui « changeront la donne » de l'avenir commun (« game changers ») font la part belle aux nouveaux acteurs, au premiers rang desquels la Chine qui cumule le double avantage de ne pas avoir de passé colonial en Afrique et d'être le maître du « jeu de go » commercial dans la zone.

Les marges de manœuvres sont donc étroites. Elles existent pour autant mais nécessiteront de

modifier l'approche globale de la France en Afrique en la rendant plus manoeuvrière. Qu'est-il encore raisonnable de viser en Afrique et quelle stratégie employer pour atteindre ces objectifs ? Il s'agit tout d'abord de se demander, comme tout travail de planification l'exige, face à quelle menace la France devra-t-elle intervenir en 2035 ?

*a. Quelles menaces ?*

La France est confrontée depuis près d'une dizaine d'années à un ennemi djihadiste à sa portée. L'asymétrie des moyens, notamment la supériorité française dans la troisième dimension permet d'acquérir le renseignement et de détruire les cibles visées dans une boucle OADA<sup>71</sup> qui donne de très bons résultats opérationnels au niveau tactique. Mais qu'en sera-t-il de cette menace djihadiste dans 15 ans ? :

**-glissement du centre de gravité des groupes armés terroristes vers le Golfe de Guinée**

Le djihadisme se caractérise par l'asymétrie des moyens. A ce titre, il agit comme un fluide insaisissable qui évite le choc frontal et s'infiltré

---

<sup>71</sup> Observe, Orient, Decide and Act.

au sein de la population en même temps qu'elle est irriguée par elle. Ainsi, face à la convergence des efforts au Sahel, en particulier dans le Liptako-Gourma, l'ennemi djihadiste se réarticule-t-il déjà dans le Golfe de Guinée. Cette tendance devrait ainsi se renforcer dans les 15 prochaines années, la bande côtière ouest-africaine concentrant de nombreux intérêts stratégiques occidentaux (infrastructures portuaires, centres de décision, exploitation d'hydrocarbures) et les zones urbanisées où vivent les ressortissants européens.

### **-développement du crime organisé comme facteur déstabilisateur des écosystèmes locaux**

A l'instar de la piraterie développée plus loin, les crimes organisés risquent fortement de croître sous l'effet notamment du développement des drogues de synthèse (ex : la métamphétamine<sup>72</sup> ou le tramadol qui permettent une production autonome par les trafiquants africains) et de l'hybridation des trafics avec le néolibéralisme africain et l'affairisme politique<sup>73</sup>. Or, le

---

<sup>72</sup> Le premier laboratoire de métamphétamine a été démantelé dans la banlieue de Lagos en 2011. Un autre a explosé, deux ans plus tard, à Conakry en Guinée. D'autres laboratoires clandestins se seraient implantés au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali, au Bénin et au Togo.

<sup>73</sup> Baba Ould Cheikh, élu Nord malien a été arrêté en 2013. Il était impliqué dans l'affaire dite de « l'avion de la drogue » : en novembre 2009, un Boeing 727 venant du Venezuela et transportant de la cocaïne avait atterri dans la région de Gao. Après avoir déchargé son contenu, les trafiquants avaient incendié l'appareil.

développement du crime organisé, s'il est rendu possible par la fragilité des Etats, nourrit également ses vulnérabilités (insécurité, corruption<sup>74</sup>, destruction des écosystèmes économiques locaux). A noter également le caractère « projetable » de cette menace vers l'Europe grâce la puissance économique de ses réseaux.

### **-caractère centrifuge des insécurités nigérianes vers le pays Haoussa et le Niger**

Si le Nigéria est économiquement le pays le plus dynamique de la région (son objectif depuis la présidence d'Olusegun Obasanjo est de faire partie des 20 premières économies mondiales d'ici à 2050), il catalyse de nombreuses fragilités endémiques (piraterie, contrebande de pétrole, trafics de drogue) auxquelles s'ajoutent le rôle déstabilisateur de Boko Haram et de la WAOEI autour du bassin du lac Tchad et de Maiduguri (capitale de l'Etat du Borno à l'Est du pays). Or, en cas de retrait de l'Etat sur toute ou partie de ces enjeux, il existe un risque fort de porosité vers le pays Haoussa dans le centre/nord du pays (Kano, Katsina) puis vers les Etats voisins, plus fragiles, au premier rang desquels le Niger.

---

<sup>74</sup> Fiché comme « baron de la drogue » par les Etats-Unis, l'ancien chef de la Marine bissau-guinéenne, José Américo Bubo Na Tchuto a été arrêté en 2013 dans les eaux internationales ouest-africaines.

## **-Intensification de la piraterie dans le golfe de Guinée**

Depuis cinq ans, la piraterie dans le Golfe de Guinée reste stable mais à un niveau fort. Une moyenne de 110 actes de piraterie sont enregistrés annuellement, ciblant principalement les navires de transport de produits pétroliers (en particulier au large du Nigeria, du Togo, du Bénin et de la Guinée) et impliquant une moyenne de 140 otages.

Or cette dynamique est destinée à se renforcer car elle suit une logique vicieuse : les flottilles de pêche chinoises et russes pillent les ressources halieutiques<sup>75</sup> et vendent le produit de cette pêche à prix cassé sur les marchés des villes côtières, créant de fait une concurrence déloyale qui fragilise tout le secteur d'activité. En conséquence de quoi les pêcheurs locaux qui n'ont pas les moyens de se reconvertir ou de migrer sont poussés vers la piraterie. L'imbrication du caractère économique voire social de la piraterie pose en creux la question de la caractérisation de cette menace : criminalité organisée, phénomène ad hoc, refuge économique ou « jacquerie maritime » ?

---

<sup>75</sup> Dans le golfe de Guinée, 40 % du poisson pêché l'est de façon illicite, et l'on estime à plus de 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros) le manque à gagner annuel pour les pays de la région.

**- adaptation du commandement djihadiste :  
vers plus de coordination**

Ce risque, déjà identifié dans la revue stratégique de défense et de sécurité nationale de 2017<sup>76</sup> est rappelé depuis par presque tous les COMANFOR de BARKHANE. A ce titre, la création très médiatique d'un mouvement du « Rassemblement pour la victoire de l'Islam et des musulmans » (RVIM ou JNIM) le 1<sup>er</sup> mars 2017 marque un tournant dans le djihadisme au Sahel, la région devenant le seul endroit au monde où les deux franchises de l'Etat Islamique et d'Al Qaida collaborent. Or cette coordination présente plusieurs implications :

-elle démontre que la convergence idéologique prend le pas sur les luttes intestines ;

-elle fait craindre, par la concentration des moyens, des actions majeures coordonnées sur les armées françaises, leur alliés sahéliens, voire une menace projetée sur le territoire national comme le rappelait début février le Directeur Général de la Sécurité Extérieure (DGSE), Bernard Emié<sup>77</sup> ;

---

<sup>76</sup> Le document évoque les « risques de connexion avec les groupes islamistes libyens et la perméabilité de certaines communautés locales à l'influence islamiste ».

<sup>77</sup> LE MONDE, 2 février 2012, Au Mali, les djihadistes « réfléchissent à des attaques en Europe », selon le patron de la DGSE.

-elle donne une meilleure publicité au mouvement, phénomène de « branding » également valable pour Boko Haram au Nigeria/Cameroun/Tchad (WAOEI), pour l'Etat Islamique en Somalie (région du Puntland) ou encore en Afghanistan (Wilayat Khorasan). Grâce à cette médiatisation, le recrutement et les levées de fonds sont facilitées.

**-Développement de nouveaux modes d'action : la techno-guérilla.**

EOF 2035 définit ainsi le « techno-guerillero » : « expert technique (informaticien, chimiste, roboticien, atomiste, cybernéticien) qui vendra ses services ou mettra son expertise au service d'une cause et pourra dans certains cas faire basculer le rapport de force à lui seul ». Le concept de techno-guérilla regroupe ainsi plusieurs technologies :

-les drones : ceux-ci ont notamment été utilisés au levant par Daesh pour le largage de charges explosives<sup>78</sup> ou par l'Azerbaïdjan lors du conflit au Nagorny Karabakh, comme drone « suicide »<sup>79</sup> contre des véhicules blindés, des groupes de personnels ou des systèmes anti-

---

<sup>78</sup> Grâce à l'utilisation très médiatique d'un drone civil grand public Skywalker X-8, aile volante d'une envergure de 2,12m disponible sur Internet pour un peu moins de 250€. Un tel drone peut recevoir une motorisation électrique suffisamment puissante pour embarquer une charge utile d'environ 2kg.

<sup>79</sup> Drone léger de fabrication israélienne « Harop ».

aériens arméniens. Si l'impact tactique n'est pas toujours établi, l'impact psychologique, notamment vers l'opinion locale et internationale est lui très fort. Profitant de ce retour d'expérience, les groupes sahéliens pourraient se doter de tels appareils dans un avenir proche.

-l'espace « Cyber » : les mouvements djihadistes devraient encore davantage exploiter les réseaux ouverts (recrutement et diffusion de la propagande) ou confidentiels (Dark Web pour l'acquisition d'armement ou d'équipement). Ils s'appuieront en cela sur le développement technique des réseaux à la fois en termes de maillage et de puissance de débit. Renforcés ponctuellement de « cyber-guerriers » formés à l'étranger (à l'instar aujourd'hui des artificiers), les groupes djihadistes pourront aller jusqu'à des tentatives d'intrusion sur les systèmes d'information de la force. Les cibles principales de cette menace cybernétique seront notamment les « hubs » africains : le Sénégal (quatre « data centers » recensés en 2018) et le Nigéria (12 « data centers » pour plus de 20 millions d'habitants reliés à l'internet).

-les attaques chimiques ou bactériologiques : mis à part l'utilisation jusqu'en 1987 d'ypérite par le régime libyen de Mouammar Kadhafi dans le nord du Tchad, il existe peu d'exemple

d'emploi de l'arme bactériologique ou chimique au Sahel. Ce risque reste toutefois identifié comme une menace par le SGDSN<sup>80</sup> qui estime que d'ici 2030, les groupes terroristes pourraient chercher à recruter des experts NRBC et réaliser un saut technologique dans le domaine. Ce risque est d'autant plus fort au regard du transfert de compétences déjà observé entre la zone syro-iraquienne et le Sahel, via la Libye. Au regard du caractère particulièrement anxiogène de cette menace pour les opinions publiques (ex : COVID-19), il reste un enjeu fort pour les Armées.

**-guerres irrégulières des compétiteurs internationaux : attaques « sous le seuil », guerre par proxys interposés et guerre de l'information.**

En préambule, il s'agit ici de différencier les compétiteurs stratégiques dans le temps. A cet égard, le rédacteur estime que si la Russie constitue aujourd'hui une menace forte pour la France en RCA et au Sahel, cet engagement tient plus de l'opportunisme que d'une réelle stratégie de puissance sur le continent. La Russie devrait ainsi conserver à l'horizon 2035 l'ambition mesurée d'une puissance moyenne. Le cas de la Turquie diffère de celui de la Russie

---

<sup>80</sup> Secrétariat Général de la Défense et la Sécurité Nationale, Chocs Futurs, 2017, p83

car il vise, de manière totalement décomplexée et avec un certain succès, à radicaliser la pratique ouest-africaine de l'islam par un « soft » power habile. Cette stratégie pourrait payer sur le moyen terme et avoir des conséquences dramatiques sur la dynamique djihadiste et le sentiment anti-français au Sahel. Elle pourrait également ne pas survivre aux crises internes turques et à la figure politique du président Recep Tayyip Erdoğan. Enfin, la Chine s'inscrira sur le temps long comme un compétiteur de poids. Sans revenir sur les attributs de sa puissance en Afrique, ses investissements actuels dans les terres arables (autosuffisance alimentaire et carburants alternatifs) ainsi que ses besoins énergétiques (minerais rares et hydrocarbures) la tiendront au moins pour les 20 prochaines années sur le continent africain.

Les guerres irrégulières pourraient prendre les formes suivantes :

- Attaques « sous le seuil » sur des objectifs stratégiques (ex : destruction des câbles sous-marins<sup>81</sup> européens par des navires « commerciaux » chinois) ;
- Guerres par proxy interposés (ex : soutien du mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) par l'union soviétique

---

<sup>81</sup> 300 câbles sous-marins forment aujourd'hui l'épine dorsale de l'internet, transportant 99 % du trafic de données mondial.

pendant la guerre civile angolaise dès 1972 ; actions du groupe russe PMC WAGNER de l'oligarque Evgueni Prigojine en République Centrafricaine) ;

- Renforcement des opérations d'influence : alimenter le sentiment anti-français (ex : la fondation turque « Maarif », véhicule de l'influence d'Ankara, est réputée proche de l'influent prédicateur salafiste malien Mahmoud Dicko, connu également pour son hostilité à la France).

*b. Quels objectifs et quelles stratégies pour y répondre ?*

Face à ces menaces en mutations, il s'agit donc d'établir de nouveaux objectifs et une stratégie adaptée. Pour cela, le concept d'Etat Final Recherché (« desired end-state ») est central dans la méthode de planification otanienne enseignée à l'Ecole de Guerre. Il décrit la finalité stratégique d'une opération et est assorti d'objectifs intermédiaires et d'indicateurs (« metrics ») qui en évalue l'efficacité et la performance. Or comme le soulignent les lieutenant-Colonel Oliva et Le Flem<sup>82</sup>, la définition d'objectifs intermédiaires trop précis

---

<sup>82</sup> LE FLEM Jean Gaël, OLIVA Bertrand, *un sentiment d'inachevé-réflexion sur l'efficacité des opérations*, éditions de l'école de guerre, 2018, 217p.

pour jalonner l'atteinte de cet EFR amène inévitablement à piloter des indicateurs qu'il s'agira alors de « verdir » pour donner l'illusion que le contrat opérationnel est rempli. Le général Beaufre<sup>83</sup> parle à cet égard du risque de « préférer le plan au réel ». Il sera donc important de garder ce risque à l'esprit lors de la planification future des options stratégiques françaises en Afrique.

L'Etat Final Recherché (EFR) de Barkhane à l'été 2019 était le suivant : « *la menace GAT est à la portée des forces armées des pays du G5 Sahel* ». L'objectif implicite est donc de conquérir une liberté d'action suffisante sur trois lignes d'opérations de différents niveaux : stratégique/opératif/tactique.

Cet objectif dépasse la simple victoire tactique et nécessite, au-delà de la réponse militaire, une action résolue et simultanée d'autres ministères régaliens à assumer leurs missions : intérieur (gendarmerie, police) ; finances (douanes) ; justice, éducation, santé, équipement.

Or aujourd'hui, l'objectif est loin d'être rempli. On assiste, notamment au Mali, à un déficit d'administration du territoire (seuls 120 000 fonctionnaires assurent cette mission) qui pose en creux la question de la pertinence d'une

---

<sup>83</sup> BEAUFRE André, *stratégie pour demain*, PLON, 1972.

d'administration « jacobine » de certains territoires africains<sup>84</sup>.

Face à la nécessité d'une réponse globale et en se projetant 15 ans en avant, dans le contexte des menaces et des « game changers » évoqués plus haut, quels pourraient être les EFR proposables dans les opérations futures de la France en Afrique ?

➤ **EFR 1 (Champ d'application à dominante politico-sécuritaire)**

- Définition (quoi/contre qui ?) : « La situation sécuritaire dans le voisinage africain proche<sup>85</sup> de la France est rétablie à un seuil suffisant pour préserver ses intérêts politiques<sup>86</sup> et éviter la déstabilisation du TN (crises migratoires, menace projetée du djihadisme sahélien) ».

---

<sup>84</sup> Si cette vision centralisée de l'Etat-nation africain, en miroir de l'ancien colonisateur, devait être remise en question, il en sera de même de l'architecture des armées en charge de le défendre (fédéralisation des armées, recours à des acteurs privés, milices d'autodéfense etc...).

<sup>85</sup> Reprise d'une terminologie de « voisinage proche » appliqué par la diplomatie européenne à l'ancienne zone d'influence russe.

<sup>86</sup> En particulier à Dakar et à Abidjan.

- Stratégie associée (comment/où ?) : « **strike and leave** »

Assumant les risques induits par une déstabilisation politico-sécuritaire de l'Ouest africain (Sahel et Golfe de Guinée) ou de l'Afrique centrale (Gabon, Cameroun), il s'agit ici de se doter d'une capacité à agir sur court préavis, en préservant si possible l'ENU, réserve stratégique. L'emploi de la force est proportionné pour répondre à un objectif précis, limité dans le temps et l'espace (appui à la stabilité politique, lutte anti-terroriste, entrave de la piraterie etc.). Cet objectif du niveau opératif est connu de tous. Il évite le narratif contraignant de la « guerre de libération » qui présente certes un avantage politique à court terme mais inscrit l'action de la force sur le long terme en suscitant des attentes difficiles à combler. Une fois cet objectif opératif limité atteint, le gain tactique pourra alors immédiatement servir un objectif diplomatique selon le principe de la « médiation armée »<sup>87</sup> où l'action militaire est utilisée comme un réel levier de négociation.

---

<sup>87</sup> LE FLEM Jean Gaël, OLIVA Bertrand, *un sentiment d'inachevé-réflexion sur l'efficacité des opérations*, op. cit.

- Moyens (avec quoi/avec qui ?)

Pour rendre possible une telle réactivité, un dispositif de bases opérationnelles avancées (BOA) sur la côte ouest, dotées de réelles capacités d'intervention (GTIA et appuis interarmées) devra être rétabli dans des pays « piliers » de l'influence française tels que le Sénégal, le Gabon ou le Tchad, sur le modèle et en complément des Forces Françaises de Côte d'Ivoire (Annexes 11 et 12).

D'ici 2035, le contexte partenarial aura vraisemblablement évolué, avec notamment une montée en puissance des Communautés Economiques Régionales (CER) africaines. La CEDEAO et sa brigade en attente devrait ainsi être en mesure de mieux appuyer l'action des troupes françaises pour la stabilisation de la sous-région. Pour augmenter l'interopérabilité de nos forces, des entraînements communs et des formations communes pourraient avoir lieu avec les armées de la CEDEAO : rotations communes au centre d'entraînement au combat (CENTAC), formations de sous-officiers ouest-africains à l'école nationale des sous-officiers d'active (ENSOA), exercices conjoints avec les armées africaines voire création de bataillons mixtes.

Outre les CER, des initiatives partenariales bilatérales devront se poursuivre voire s'intensifier, en particulier dans la lutte intégrée contre la menace terroriste. L'exemple de l'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme de Jacquville en RCI, dont les travaux ont débuté fin 2018, s'inscrivent déjà dans cette démarche<sup>88</sup>.

Au niveau tactique, l'idée d'un Partenariat Militaire Opérationnel « renforcé »<sup>89</sup> (PMO), également présentée par les lieutenant-colonel Oliva et Le Flemm, servirait cet objectif.

Une telle stratégie s'accompagnerait d'une « diplomatie de combat » qui assortirait ses lignes de négociations d'une sanction coercitive. Une fois le gain tactique acquis, il servira de nouvelle base aux négociations en offrant alors un gain stratégique à la diplomatie française (Annexe 13).

---

<sup>88</sup> L'académie regroupe une école, un camp d'entraînement, un institut de recherche et mêle des coopérants du COS, du GIGN et du RAID.

<sup>89</sup> Il s'agirait ici de mettre à disposition des forces partenaires africaines des unités ou des moyens spécifiques issus des forces conventionnelles françaises (ex : moyens mortier ou anti-char moyenne portée, moyens de commandement etc...)

➤ **EFR 2 (champ d'application à dominante cognitive) :**

Définition : « La France s'est imposée dans les esprits africains de son ancien « pré carré » comme le partenaire le plus crédible aux dépens de ses compétiteurs stratégiques (Chine, Turquie, Russie) ».

▪ **Stratégie associée : "mind conditioning"**

En Afrique de l'Ouest, au regard de l'évolution démographique (population jeune et influençable) et technologique (extension des réseaux de télécommunication), les Armées devront mener leurs opérations non seulement « où les populations vivent » mais aussi et peut être surtout sur « ce que pensent les peuples ». Ainsi, comme hier la supériorité aérienne, l'intention sera dans ce cas de conquérir la supériorité informationnelle.

Il s'agit donc ici de conduire une opération multi-milieu et multi-champs (M2CM ou encore Effect Based Operations<sup>90</sup>. Annexe 14) en limitant l'empreinte des forces au sol pour ne pas perturber les « écosystèmes » locaux. Si la force est employée, son déploiement se fera en

---

<sup>90</sup> Ce concept américain, qui remonte à la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe, est défini ainsi dans la doctrine US : « a process for obtaining a desired strategic outcome or effect on the enemy through the synergistic and cumulative application of the full range of military and non-military capabilities at all levels of conflict ».

appui de la manœuvre d'influence (ex : dans le cadre de la FIAS<sup>91</sup> en Afghanistan, certaines opérations avaient pour objectif assumé de démontrer la liberté de circulation de la Force).

La finalité peut être multiple :

-décourager/dissuader les auditoires les plus démunis de rejoindre les groupes armés dissidents (ex: insister sur les options économiques alternatives) ;

-rassurer les peuples africains et certains acteurs locaux dans le cadre de la défense des intérêts de la France (ex : renforcer la crédibilité des acteurs économiques français) ;

-mener une contre influence face aux narratifs de nos compétiteurs internationaux (ex : insister sur le joug de la « Chinafrique »).

▪ Moyens

**Pour conquérir/conserv**er la supériorité informationnelle et la souveraineté des réseaux :

-Développement de partenariats locaux dans le domaine de la cybersécurité sur le modèle de l'école nationale de cybersécurité à vocation régionale (ENVR) inaugurée à Dakar fin 2018 ;

---

<sup>91</sup> Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (en anglais, ISAF).

-Participation à la sécurisation des infrastructures réseaux (« data centers », câbles sous-marins) ;

-Appui à la lutte contre la diffusion des « infox » sur les réseaux sociaux ;

-Appui à la lutte contre la propagande djihadiste en ligne. A cette fin, comme le souligne John Arquilla<sup>92</sup>, la stratégie de lutte contre le cyber-djihad devra éviter deux écueils : 1/celui de vouloir rallier, par un contre discours<sup>93</sup>, les individus déjà radicalisés à un islam modéré ; 2/celui de vouloir fermer les sites djihadistes<sup>94</sup>. La solution proposée par John Arquilla est de réaliser un « Bletchley Park »<sup>95</sup> de la cyber-lutte contre le djihad dont l'objectif serait d'identifier, de géolocaliser et de cartographier les cyber-djihadistes. Le site mêlerait, sur le principe de l'incubateur, des profils différents et complémentaires (ingénieurs, islamologues, militaires et policiers).

---

<sup>92</sup> Universitaire américain spécialiste des questions de cyberdéfense, il a été le conseiller de Donald Rumsfeld sous l'administration Bush.

<sup>93</sup> Cette stratégie s'est révélée inefficace pour trois raisons : 95 % des 1,3 milliards de musulmans du monde rejettent déjà les extrêmes et Al Quaïda ; un soutien massif des musulmans n'est pas nécessaire ; les messages modérés n'ont pas d'effet sur les individus sensibles à la propagande djihadiste.

<sup>94</sup> Stratégie inefficace car les sites réapparaissent aussitôt, voire contreproductive car ils échappent dès lors au contrôle des autorités.

<sup>95</sup> Site d'écoute et de décryptage britannique ayant permis pendant la seconde guerre mondiale de « casser » le code allemand d'Enigma.

### **Pour diffuser un message :**

-Zone « blanche » (action ouverte) : développement de réseaux d'information démarqués (type « Webops ») valorisant la réputation de la France (grâce à des moyens du MINARM ou en sous-traitance) ;

-Zone « grise » (action discrète à secrète) : cibler spécifiquement les auditoires indécis (grâce à des outils d'intelligence artificielle et de cartographie sociale internes au MINARM ou en sous-traitance) afin d'obtenir leur soutien à l'action de la France en Afrique ;

-Zone « noire » (action clandestine) : « naming et shaming » de certains acteurs.

### **Pour appuyer l'appréciation de situation locale :**

-renforcer le mandat « renseignement » des attachés de défense en les subordonnant organiquement à la DRM (tout en conservant une subordination possible pour emploi à la DGRIS) et en renforçant l'effectif de la mission de défense ;

-appuyer l'acquisition du renseignement des partenaires africains, dans tous les domaines régaliens non coercitifs (douanes, police, renseignement stratégique) ;

-développer les moyens d'acquisition du renseignement tactique en appui des partenaires africains<sup>96</sup> (dans le cadre du PMO rénové cité plus haut par exemple).

**Jeter les bases d'une perception positive de la coopération franco-africaine par les diasporas :**

-développer un partenariat croisé entre les écoles africaines et françaises (cycle primaire et secondaire) en faisant converger les programmes d'histoire au sujet de la relation Afrique-France. Plus largement, promouvoir un « narratif » positif sur l'histoire croisée franco-africaine sur tous les supports numériques disponibles (ex : chaîne « youtube » de vérification des infox -« fact-checking »- sur l'histoire franco-africaine, développée sur la base d'une levée de fond communautaire- « crowd funding »-afin de démarquer l'implication de la France) ;

-faire s'accorder les agendas MEAE et MINARM au sujet des projets de développement par un pilotage du SGDSN. Cette coordination plus fine permettra ainsi au MINARM de se prévaloir,

---

<sup>96</sup> En 2022, les armées françaises disposeront d'un millier de drones (300 micro-drones commandés en 2021 sur 5 ans à la société française Parrot destinés à des missions militaires de reconnaissance et de renseignement). Suivant ce rythme, ce chiffre devrait au moins tripler d'ici 2035.

dans le cadre d'une approche globale, des succès du MEAE et réciproquement.

➤ **EFR3 (champ d'application à dominante civile/économique) :**

- Définition : « les intérêts économiques prioritaires de la France sont défendus au Sahel et dans le Golfe de Guinée et la sécurité de ses ressortissants est garantie ».
  
- Stratégie associée : “ **protect and rescue** »

Il s'agit ici, pour la partie « évacuation des ressortissants », de la finalité stratégique la plus évidente car la plus facile à justifier devant l'opinion nationale et internationale.

Toutefois, une telle finalité pourrait être étendue de manière assumée aux intérêts économiques fondamentaux de la France. De fait, comme cela a été démontré précédemment (§1.A.c ; §2.Aa), la Chine est aujourd'hui un acteur économique majeur en Afrique de l'Ouest en même temps qu'elle déstabilise les écosystèmes locaux (dépendance aux importations chinoises et fragilisation du tissu économique local). Une guerre commerciale sur des segments stratégiques (gestion des infrastructures portuaires du golfe

de Guinée, exploitation des ressources pétrolières, infrastructures de télécommunications, etc...) est ainsi susceptible de se renforcer et nécessitera une réponse de la France.

Dans un conflit symétrique face à ses compétiteurs stratégiques, l'action de la France devra alors être précédée par une phase préliminaire sous le seuil de tolérance avant de basculer sur un conflit plus ouvert qui resterait toutefois défensif.

▪ Moyens :

**Pour la partie RESEVAC :**

-coopération amont Ambassade/pays africains hôtes autour du recensement des ressortissants français « non déclarés » disposant de la double nationalité ou naturalisés français mais vivant en Afrique<sup>97</sup> ;

-Prise en compte dans les plan d'évacuation de l'hypothèse d'une RESEVAC SAN si la situation épidémiologique d'un pays devait se dégrader, en exploitant les retours d'expérience du contexte COVID (ex : mobilisation de moyens de transport stratégique pour des évacuations

---

<sup>97</sup> Ce point peut rapidement devenir sensible lors de la conduite de la RESEVAC certaines binationaux et leur famille, souhaitant naturellement fuir la zone de conflit pour rejoindre Paris.

massives, projection de capacités médicales d'urgence pour le traitement des cas non transportables etc...);

-accroître la coordination avec les pays de la CEDEAO en cas de RESEVAC (ex : bouclage large des îlots de rassemblement des ressortissants, patrouilles conjointes en ville, etc...).

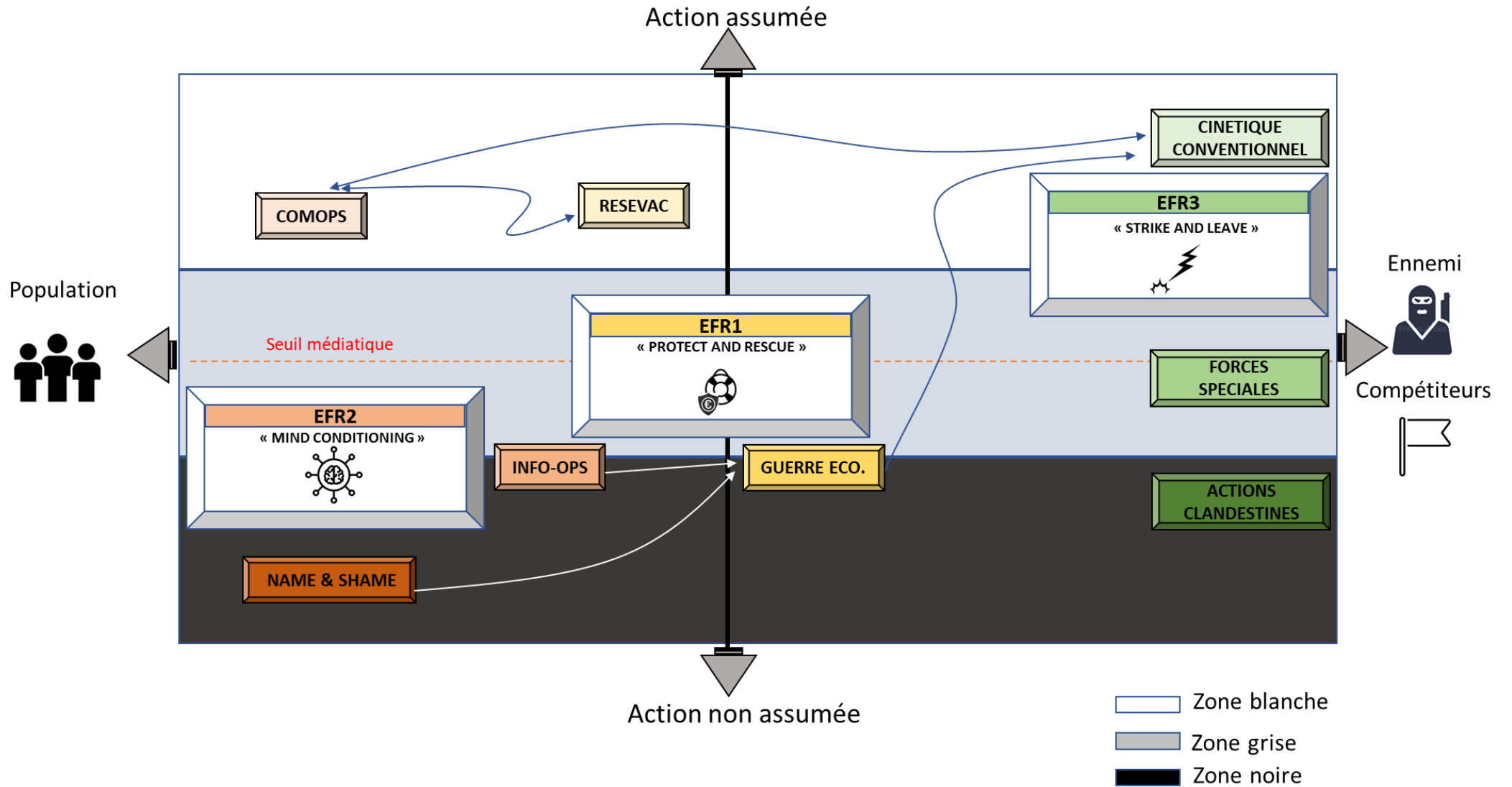
**Pour la partie « protection des intérêts français »**

-recenser/mettre à jour et prioriser les infrastructures économiques stratégiques à protéger (au niveau réputationnel et physique);

-Mettre en place un plan de défense de ces infrastructures, piloté conjointement par le MEAE et le MINARM (gradation de la menace et actions à mener en conséquence) allant jusqu'à l'intervention d'un détachement de forces françaises issu des BOA ;

-inciter par une campagne informationnelle et des actions sous le seuil de tolérance, nos compétiteurs à négocier.

Figure 2 : Représentation schématique des stratégies proposé



### **III. Scénarios d'anticipation stratégique (fictional-intelligence) : quelles réalités pour l'avenir des relations France-Afrique en 2035 ?**

Si les objectifs et les stratégies qui précèdent donnent le cadre de ce que pourrait être l'action de la France en Afrique dans 15 ans, ils ne suffisent pas pour autant à se figurer clairement le « film » de cet horizon 2035 : interdépendance de la politique intérieure et extérieure, perception de l'opinion nationale et locale, capacités engagées, enjeux géopolitiques futurs etc...

Le travail d'anticipation stratégique ou « fictional intelligence » peut venir au secours de ces manques. C'est l'idée générale promue par la « red team »<sup>98</sup> dont l'existence a été révélée par le MINARM le 4 décembre 2020. C'est aussi le sens des « global games » pour le Mali, jeux de stratégie innovants menés deux fois par an par

---

<sup>98</sup> Son mandat est le suivant : « face à un monde de plus en plus complexe et incertain, le projet RED TEAM fait appel à la science-fiction avec pour mission d'imaginer le futur à l'horizon 2030 et 2060 en analysant les menaces, les défis et les mutations en cours. [...] Il cherche à identifier les signaux faibles, à raconter l'histoire d'un monde qui change, à voir autrement, à se tenir prêt et anticiper pour défendre les intérêts, l'intégrité et la souveraineté de la France ».

le CPCO pour anticiper les scénarios possibles de crise, notamment en Afrique. Du côté doctrinal, le CICDE a mené en 2015 un travail prospectif sur les crises possibles dans le Golfe de Guinée et ses conséquences pour la France, sans horizon temporel spécifique<sup>99</sup>.

Du côté des partenaires internationaux de la France, l'Australian Defence College (ADC) mène depuis 2018, avec les « Perry Group papers », le même travail d'anticipation stratégique et opérationnelle au travers de scénarios mêlant innovation technologique et prospective géopolitique. Ce travail d'anticipation a enfin été mené au niveau de l'OTAN (Allied Command Transformation) dans sa « vision of warfare 2036 »<sup>100</sup>.

Le rédacteur propose dans les scénarios qui suivent, de suivre cette démarche d'anticipation stratégique afin de restituer, dans des récits fictifs, les réalités possibles de ce que pourraient être les relations franco-africaines en 2035.

---

<sup>99</sup>FMES/CICDE, Dossier N° 404972/SGA/SPAC/SDA du 13/03/2014 « coopération de sécurité des pays riverains du Golfe de Guinée », 28 février 2015. Cette étude recense 4 scénarios : le statu quo vertueux, la déstabilisation d'un pays clé, la déstabilisation d'une puissance régionale, la confrontation entre la France et un pays clé.

<sup>100</sup>PHILLIPS Trina Marie, COLE August, Vision of Warfare 2036, SCI Futures/NATO-ACT, 2016, 119 p

## **Scénario 1 : « l'opération CITADELLE face à la pression migratoire »**

Opération CITADELLE, Agadez, février 2034

06h32. Le capitaine X2236<sup>101</sup> s'efforce de garder son calme en vérifiant pour la troisième fois son interface numérisée de commandement (INC). A bord du véhicule PC GRIFFON NG, son équipage l'observe avec anxiété. Derrière son masque de façade, le commandant d'unité a compris que les centaines de points rouges qui s'accumulent sur sa carte numérique sont autant de civils en provenance des pays sahéliens et du Golfe de Guinée qui ont submergé le centre de contrôle avancé de l'office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), situé à 3km de là.

—

Après un premier refus de l'Union Africaine (UA) en 2018, ces « hot spots »<sup>102</sup> avaient finis par être mis en place en 2024 sous la pression de l'Union Européenne, afin d'assurer un préfiltrage des demandes d'asile depuis des centres spécifiques au carrefour des routes migratoires se dirigeant vers l'Europe. Le maillage de hotspots devait

---

<sup>101</sup> Depuis la vague d'attentats terroristes de 2032 sur le Territoire National, ni le nom, ni le prénom des membres des forces armées et de sécurité intérieure n'apparaissent plus dans la presse. Ils sont remplacés par un code alphanumérique à 5 caractères pour des motifs de confidentialité.

<sup>102</sup> Les « hot spots » ou « plateformes régionales de débarquement », sont des sites qui centralisent les demandes d'asiles des migrants candidats au départ.

permettre d'éviter l'engorgement des zones d'attente pour personnes en instance (ZAPI) près des aéroports français et de mettre fin aux « jungles » de migrants à proximité des centres de demande d'asile.

Or, dès 2030 la situation des hotspots est devenue intenable. La menace djihadiste constituée par le mouvement de rassemblement de l'oumma (MRO), groupement héritier du Rassemblement pour la Victoire de l'Islam et des Musulmans (RVIM)<sup>103</sup>, a fini de désorganiser les pays du Sahel et du Golfe de Guinée. Ainsi aux prises avec la menace djihadiste, les Etats tels que la République de Côte d'Ivoire, le Ghana ou le Nigeria ont été rapidement dépassés. Conséquence de l'instabilité politico-sécuritaire, les flux migratoires se sont accélérés en provenance de ces pays, engorgeant les hotspots de l'UE, notamment à Agadez, au carrefour des routes migratoires du centre et de l'ouest.

En France aussi, la situation politique s'est considérablement tendue. Depuis l'élection en 2027 d'un président de la République issu du parti nationaliste et les attentats terroristes de

---

<sup>103</sup> Créé en 2017, le JNIM ou RVIM en français, le mouvement consacrait déjà à l'époque le début de la coordination des groupes djihadistes au Sahel et regroupait alors les chefs les plus influents tels que Iyad Ag Ghali, l'émir d'Ansar Dine ; Djamel Okacha, l'émir d'AQMI au Sahara ; Amadou Koufa, l'émir de la katiba Macina ; Abou Hassan al-Ansari, l'adjoint de Mokhtar Belmokhtar, émir de la katiba Al-Mourabitoune ; et Abou Abderrahman El Senhadji le qadi d'AQMI.

2032 à Marseille et Paris, le pouvoir politique a rendu très floue la frontière entre forces armées et forces de sécurité intérieure. Les Armées participent dès lors officiellement, depuis le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale de 2033, à la protection des frontières nationales. Cette mission, qui inclut la Lutte contre l'Immigration Clandestine, est incarnée par une nouvelle opération : l'opération CITADELLE. Celle-ci se mène sur le TN comme à l'étranger, en renfort du Dispositif National Interministériel de Contrôle des Migrations (DNICM) dont dépend l'OFPRA.

—

Le capitaine X2236 a une vision claire de la situation. S'il n'intervient pas rapidement pour désengorger le hotspot d'Agadez, ce sont tous les fonctionnaires de l'OFPRA et les personnels consulaires, soit environ 40 français, qui risquent la mort. Les ordres de déplacement sont instantanément transmis sur l'interface numérisée de l'unité. La voix du capitaine résonne dans l'habitacle des 12 GRIFFON NG de sa compagnie : « à tous, ici VERT autorité. Plusieurs dizaines de compatriotes français sont en danger de mort et comptent sur nous. Nous devons agir avec humanité envers les civils mais aussi fermeté. Vous connaissez les ordres, je vous fais une totale confiance pour leur exécution ». Les véhicules s'ébranlent... Sur son INC équipée des dernières mises à jour de « blue

force tracking<sup>104</sup> », le commandant d'unité observe avec fierté ses véhicules d'infanterie converger, dans un raid foudroyant, en direction du hotspot. Rapidement déployés en protection du site consulaire, les GRIFFON déclenchent un tir panaché de grenades fumigènes et de désencerclement GALIX qui saturent la zone. Maigre répit... profitant de l'épaisse fumée, les migrants les plus téméraires ont attendu l'arrêt des véhicules pour les escalader, tentant de dérober en « superstructure » les sacs et matériels qui s'y trouvent. Dans une furie destructrice, certains parviennent à briser les antennes radio des véhicules et à neutraliser les tourelleaux téléopérés des engins.

Dans la plus totale confusion, le capitaine X2236 découvre à ses dépens l'ambiguïté des nouveaux engagements en Afrique...et la paradoxale vulnérabilité de la force armée face au désespoir des hommes.

---

<sup>104</sup> Technologie de géolocalisation qui permet de représenter sur une interface numérisée la position des forces amies (« blue force »).

**Scénario 2 : « IROKO au secours des ressortissants français et européens en Guinée Conakry »**

Conakry, aout 2035

7h00. En pleine « saison des pluies », il fait 32 degrés ce matin à Conakry<sup>105</sup> et il n'a pas plu depuis une semaine. Ibrahima, jeune Malinké de 16 ans se réveille dans la modeste maison de ses parents dans le quartier de Madina à Matam, une des cinq communes qui composent la ville de Conakry. Comme tous les matins, Ibrahima se rend au marché central, à 30 minutes à pied de la maison de ses parents, pour y vendre sa marchandise : portes clefs holographiques<sup>106</sup>, jouets pour enfants et boites en plastique tous de fabrication chinoise. Pour Ibrahima, ce petit commerce était la seule alternative au chômage qui frappe désormais deux jeunes guinéens sur trois alors que 80% de la population a moins de 30 ans. La présence chinoise est écrasante dans la capitale guinéenne, symbolisée par la tour Huawei de 233 mètres de haut qui surplombe le quartier huppé de Camayenne. L'histoire familiale d'Ibrahima est à elle seule le symbole de la domination chinoise sur la ville. Son père Mohamed était pêcheur artisanal. Mais lorsque la construction de la tour du géant chinois des

---

<sup>105</sup> Soit trois degrés de plus que les normales saisonnières de 2020.

<sup>106</sup> Copie très bon marché du nouveau gadget à la mode en occident en 2035.

télécommunications a débuté en 2025, lui et 1200 de ses pairs pêcheurs artisanaux ou ouvriers du site de débarquement de Kouléwondy (quartier de Kaloum) ont été expulsés. Mohamed ne s'en était pas ému car il se savait en sursis. Depuis 2018, les flottilles de pêche chinoises au large du golfe de Guinée pillaient déjà la ZEE guinéenne avant d'inonder le marché de leur pêche à prix cassé. Seuls quelques pêcheurs artisanaux subsistent encore aujourd'hui. Les autres viennent grossir les rangs du chômage endémique, bien loin de l'illusoire dynamisme économique que l'installation des entreprises chinoises dans la capitale guinéenne avait laissé espérer.

Ibrahima ruminait cette pensée en poussant sa remorque de bois à quelques rues du marché de Madina, lorsqu'il prit soudain conscience de l'atmosphère étrange régnant autour de la place. Les rues étaient presque désertes en comparaison à l'habituelle cohue. Autour du marché, où seuls subsistaient quelques hommes âgés incrédules, les groupes de combat du capitaine sénégalais THIAM ont pris position. Cette unité fait partie de la force africaine en

attente de la CEDEAO, mandatée par le Conseil à la Paix et la Sécurité de l'UA pour intervenir<sup>107</sup>.

L'intervention militaire était inévitable. A l'origine des troubles actuels, le décès du président Guinéen Lansana Diallo en 2027 (89 ans) qui a laissé le pays en proie aux querelles politiques pour sa succession. Le président nouvellement élu en 2029, un Imam d'ethnie peuhl converti à l'islam wahhabite, a bâti sa candidature sur la haine de la France, rendue responsable de tous les maux du pays. Les jeunes électeurs guinéens, quoique tenants d'un islam modéré<sup>108</sup>, se sont globalement ralliés, par dépit, à ce prédicateur sunnite au discours rigoriste. Soutiens discrets mais indispensables, la Chine, la Turquie et plus modestement la Russie ont favorisé (financement, propagande ciblée sur les réseaux) cette candidature contre des avantages commerciaux dans le secteur minier et une protection renforcée des sites stratégiques chinois (tour Huawei, antennes 5G, ambassade etc...). Dans ce contexte, en l'espace de quelques années seulement, la pression du RVIM s'est intensifiée à Conakry. Depuis 2030, pas moins de sept attentats djihadistes ont

---

<sup>107</sup> Sous l'impulsion du président rwandais Paul Kagamé en 2026, l'Union Africaine peut déclencher seule, avec un seul aval consultatif de l'ONU, des opérations africaines de maintien de la paix sur le continent africain.

<sup>108</sup> Malékite ou tidjane

frappé les intérêts français dans la capitale guinéenne.

Le dernier en date, au moins de juin 2035, contre le Lycée français Albert Camus, n'a heureusement pas fait de victimes mais a fini de convaincre l'opinion française de l'urgence de la situation. C'est qu'en France, l'élection d'un président du parti écologiste en 2032 a réduit la liberté de manœuvre du MINARM pour ses interventions extérieures. Outre les arbitrages budgétaires en faveur du développement durable, de la sécurité agro-sanitaire et de l'aménagement des territoires, la montée du parti indigéniste et ses campagnes agressives sur le « privilège blanc » ont rendu les interventions armées en Afrique particulièrement sensibles politiquement. Avec l'attaque du lycée français de Conakry, le feu vert est finalement donné aux Armées. La mission IROKO<sup>109</sup> a pour objectif, en mobilisant les bases opérationnelles avancées de Côte d'Ivoire et de Dakar, appuyées par un détachement sénégalais de la brigade en attente d'Afrique de l'Ouest, d'exfiltrer les ressortissants français et européens de la ville. Le président guinéen, réticent à aider la France mais sous la pression de la communauté internationale, a fini par accepter l'opération.

---

<sup>109</sup> Du nom d'un mélèze de la région.

Les unités des Forces Françaises au Sénégal<sup>110</sup> et en Côte d'Ivoire ont mis 36h pour rejoindre la Guinée avec leurs GRIFFON, leurs SERVAL et leurs VBAE tout juste livrés. Les « îlots » pour le rassemblement des ressortissants français et européens sont rapidement sécurisés. Les équipes tactiques de guerre cybernétique insérés jusqu'au niveau des sections de combat ont réussi à « prendre la main » sur les écrans publicitaires de la ville et diffusent un message d'alerte et de ralliement pour les ressortissants.

Alors qu'Ibrahima assiste inquiet au bouclage progressif de son quartier par les soldats de la force IROKO, et que les premiers ressortissants européens et binationaux rejoignent les points de rassemblement, le jeune guinéen voit déboîter d'une rue adjacente, dans un crissement de pneu, une voiture blanche bonne pour la casse, aux vitres noires. Les mitrailleuses de 12,7mm du GRIFFON français et des WZ551 sénégalais reçoivent immédiatement leurs ordres de tir. Avant qu'Ibrahima n'ait réellement compris ce qui se passait, la voiture suicide lancée à pleine vitesse vers le point de rassemblement disparaît dans une explosion retentissante. L'évacuation vient à peine de débiter... ».

---

<sup>110</sup> Elles ont remplacé les Eléments Français du Sénégal lors de la création de la Base Opérationnelle Avancée de Dakar en 2028.

**Scénario 3 : « déstabilisation de l’Afrique équatoriale : qui tient le Tchad, tient l’Afrique<sup>111</sup> ? »**

Fada, novembre 2036

Le village Natal du président Mahamat Koliyala, est en ébullition. Des dizaines de milliers de tchadien Zaghawas, issus de Fada ou de la région, pour certains de plus loin encore, ont fait le déplacement pour commémorer la mort de leur président, celui qui aura gouverné pendant 37 ans leur pays. En 2033, à 81 ans, le président tchadien s’était éteint, laissant le pays exsangue.

7 ans plus tôt, en 2026, comme un mauvais présage pour l’Afrique centrale, c’est un autre pilier de la sous-région, le président Samuel Mbembe, qui disparaissait après 42 ans de règne sur le Cameroun. L’alternance politique avait alors été particulièrement tendue : revendications des peuples Bamiléké et Douala qui estimaient que leur heure était venue d’occuper la tête de l’Etat ; revendications des ethnies anglophones de la province sécessionniste d’Ambazonie ou « NOSO<sup>112</sup> » ; pression sécuritaire toujours plus forte de la WAOEI qui avait fini par supplanter la branche historique du groupe djihadiste « Boko Haram » à l’extrême nord du pays. Une évacuation

---

<sup>111</sup> Selon la formule célèbre du général Mangin

<sup>112</sup> Pour qualifier les régions du « Nord-Ouest, Sud-ouest ».

conjointe de ressortissants avait même dû être conduite, dans le contexte post-électoral français de 2027, par des bataillons du Combined Joint Expeditionary Force (CJEF) franco-britannique face à la flambée de violence au NOSO.

A Fada, cette journée de Deuil fait, au final, presque oublier la situation extrêmement précaire du pays depuis trois ans. Dans le Sud libyen, dès 2033, un mouvement armé indépendantiste toubou, d'inspiration salafiste madkhaliste a débuté ses incursions dans le nord du Tchad<sup>113</sup>. D'intenses affrontements avaient alors eu lieu avec les bataillons tchadiens de Wour à la frontière nord du pays. Plus largement, c'est en réalité toute la sous-région qui tremble depuis 3 ans :

-Le soudan à l'Est : les peuples Four et Messalit, unis dans un mouvement armé indépendantiste voient avec la disparition du président Koliyala une occasion historique de prendre leur revanche et de gagner leur liberté à l'égard du Tchad. Les mouvements de libération du Darfour sont en sous-main instrumentalisés par Khartoum, en coopération avec la Russie et dans une moindre mesure la Chine ;

---

<sup>113</sup> Pour les Toubous, il s'agissait de laver l'affront du renversement de l'ancien président tchadien, le Toubou Hissene Habré, par le président Zaghawa Koliyala en 1990.

-La République Centre Africaine au Sud : Les ethnies Rounga, Haoussa et Goula s'opposent par milices interposées à l'ethnie Kara pour le contrôle des régions frontalières de Birao et de Ndélé, riches en gisements miniers et stratégiques pour le contrôle des routes transfrontalières (trafics, migrations) ;

-la zone frontalière du lac Tchad au sud-ouest : à l'impossible alternance politique tchadienne s'est ajoutée le renforcement de la WAOEI dans la zone lacustre du lac Tchad. Ce renforcement est dû d'une part au ralliement du groupe historique Boko Haram à la WAOEI mais aussi au désengagement des troupes du BIR<sup>114</sup> camerounais au sud de Garoua, désormais prioritairement dédiées à la lutte contre les dissidences internes du pays.

Les conséquences sont énormes pour la France :

-Au Tchad, c'est tout le dispositif militaire français hérité de l'ancienne force BARKHANE<sup>115</sup> qui pourrait être fragilisé à

---

<sup>114</sup> Bataillon d'Intervention Rapide camerounais en charge de la lutte anti-terroriste à l'extrême nord du pays.

<sup>115</sup> En 2023, la force BARKHANE disparaît au profit de la MICES (mission conjointe des Etats sahéliens), mission plus inclusive que le G5 sahel (elle inclut le Sénégal et la RCI) mais dont le bras armé reste la Force Conjointe du G5S, appuyé par la TF TAKUBA. La France a renoncé à rebaptiser son dispositif sahélien pour éviter de capter une attention médiatique qui rogne ses marges de manœuvre.

commencer par le PC des Armées sur la PFOD de N'Djamena et la BOA de Faya Largeau ;

-Au Cameroun, un blocage du port de Douala ou de la raffinerie SONARA de Limbé entraverait de manière critique les approvisionnements logistiques de la Force.

L'ENU et les Forces Françaises du Gabon (BOA de Libreville) se tiennent prêtes à intervenir. Mais la priorité pour les Etats-Majors français est de conditionner les esprits : il faut préparer les opinions publiques à un éventuel engagement armé de la France et ce face à la nuée de critiques, pour l'essentiel construites et diffusées par des relais d'influence russes, sur la responsabilité de la France dans le désordre actuel. Cette lutte se mène à la fois dans la couche sémantique, logique et physique.

-Dans la couche sémantique : campagnes de « dilution » des informations adverses au milieu de centaines d'informations contradictoires ; mobilisation de sociétés militaires privées de la BITD spécialisées dans l'influence numérique et de compagnies des réservistes « cyber » pour cartographier les acteurs de la crise, leurs réseaux et leurs vulnérabilités/mener des campagnes d'influence numérique sur les populations locales tchadiennes et

camerounaises ; compromissions personnelles d'acteurs locaux ou internationaux<sup>116</sup>.

-Dans la couche logique : exploitation des failles des protocoles chinois<sup>117</sup>, russes et sud-africains ; réalisation d'attaques par dénis de service (DDoS) sur les serveurs diffusant la propagande de nos adversaires.

-Dans la couche physique : patrouilles des marines européennes d'ATALANTE 2 et CORYMBE contre les navires de pêche ou les vraquiers chinois qui tentent d'endommager les câbles sous-marins des sociétés de télécommunication européennes ; brouillage ou entrave des antennes 5G des sociétés chinoises qui interdisent l'accès aux sites institutionnels français.

Faya Largeau, juillet 2037

Lorsque les 700 hommes du GUEPARD TAP du 2<sup>ème</sup> REP arrivent à Faya par plus de 45 degrés à l'ombre, le COL Etienne se souvient, non sans

---

<sup>116</sup> Un des grands succès de la manœuvre informationnelle française fut la diffusion sur les réseaux Vkontakt et Facebook de preuves accablantes démontrant l'implication du groupe Wagner PMC dans l'assassinat du journaliste d'investigation Maxime Borodine en 2018. Les outils d'évaluation du COMCYBER estiment que l'information a été consultée plus de 100 millions de fois au total et a contribué à la chute du cours de l'action du groupe.

<sup>117</sup> En 2020, la Chine a présenté devant l'Union Internationale des Télécommunications son projet de protocole « New IP », modification du protocole TCP/IP qui permet de censurer les réseaux.

une certaine ironie, que la ville a été conquise il y a 124 ans par un officier français qui partage le même prénom, le COL Etienne LARGEAU. A la place de cet Oasis en plein milieu du désert du Djourab se tient aujourd'hui une brigade française complète renforcée d'une composante aérienne prête à en découdre. En plus de 8 mois de guerre de l'ombre, les opérateurs français et européens de l'action informationnelle ouverte à clandestine sont parvenus à limiter le niveau de soutien aux revendications dans les zones frontalières tchadiennes, en particulier à la frontière soudanaise. L'opinion internationale, l'UA et l'ONU ont validé, dans leurs enceintes respectives, l'intervention française.

La rébellion toubou-gorane, derrière sa bannière étoilée, devrait franchir dans les prochaines heures la frontière avec le Tchad. Ses mouvements sont suivis par le satellite d'observation très basse altitude CSO 30 qui communiquera en temps réel et avec une précision infra-métrique la position des véhicules de tête du rezzou. Une escadrille d'avions RAFALE F4 dont un SCAF, pour sa première mission, sont prêts à décoller depuis la BA 172 de Fort Lamy.

Mais alors que tout semble opérationnel, le centre de veille du commandement français de l'espace (CDE) identifie une activité suspecte autour des satellites CSO 12, 26 et 30. Il pourrait s'agir d'un essaim de nano-satellites « suicides »

russes, chargés de détruire notre capacité autonome d'observation.

Le conflit s'ouvre, pour la première fois dans l'histoire militaire de la France, depuis l'espace.

## Conclusion

*« Ah ! si quelque Dieu nous donnait en partage  
De nous voir tels que les autres nous voient ! »  
Robert Burns (poète écossais du XVIIIème  
siècle)*

Caractériser le lien qui unit la France à son ancien « pré carré » d'Afrique occidentale et centrale, ce n'est pas, comme beaucoup aiment à la penser par confort idéologique et paresse intellectuelle, décrire l'histoire d'une domination unilatérale. Pour s'aimer comme pour se détester, il faut être deux. La relation entre la France et ses anciennes colonies a surtout été construite sur des intérêts bien compris de part et d'autre et mutuellement consentis<sup>118</sup>. En cela, le lien franco-africain est fait de permanences qui seront encore probablement à l'œuvre dans 15 ans : la francophonie en partage<sup>119</sup>, des enjeux

---

<sup>118</sup>Si elle a été mutuellement consentie, elle a régulièrement été déséquilibrée, asymétrie observable selon les trois dimensions de la relation (franco-africaine, afro-africaine, franco-française).

<sup>119</sup> Le facteur linguistique restera un réel moteur de la relation franco-africaine car il contribue à modeler les perceptions réciproques en offrant le même niveau d'intelligibilité des enjeux.

démographiques qui se répondent<sup>120</sup>, des liens économiques forts, des enjeux sécuritaires en commun. Au-delà de ces enjeux partagés, la présence de ressortissants français dans l'ancien « pré carré » continuera de constituer une raison suffisante pour l'engagement de la France sur le continent africain.

Outre ces permanences qui continueront d'être à l'œuvre dans les prochaines décennies, la « guerre fraîche » que se mèneront, *a minima*, Chine et Etats-Unis dans les 15 prochaines années, crée dès à présent une opportunité mais également une urgence :

-une opportunité car le centre de gravité de cette confrontation sino-américaine sera davantage maritime et pacifique plus que continental et africain. Dans ce contexte, la France dispose d'ores et déjà d'atouts solides pour consolider ses liens stratégiques avec ses alliés africains.

-une urgence car la nature a horreur du vide : si la France, pour des raisons internes ou externes, ne saisit pas cette opportunité historique de se réapproprier plus énergiquement l'espace de coopération franco-africain, d'autres le feront à sa place. S'affranchissant des contraintes que la

---

<sup>120</sup>Outre la question des flux migratoires qui concerne aussi bien les rapports Sud/Nord que les Etats d'Afrique de l'Ouest entre eux, les enjeux démographiques seront aussi ceux de la représentativité des descendants d'Africains dans les institutions françaises. Cette question pourrait être également un « game changer » de la relation franco-africaine.

France s'impose, la Russie, la Turquie et la Chine ont déjà montré leur capacité à saisir des opportunités pour accroître leur influence dans la corne de l'Afrique ou en Afrique centrale.

En cela, le contexte de 2035, même avec la place croissante qu'occupera sans doute l'opinion publique dans la décision<sup>121</sup>, ne sera pas totalement différent de celui de 1978 lors de l'intervention française à KOLWEZI :

-contexte d'affrontement entre deux blocs américain et soviétique<sup>122</sup> ;

-difficulté européenne à harmoniser ses positions (en l'espèce la France et la Belgique) ;

-déclenchement de l'opération pour le motif légitime de la libération d'otages européens ;

-en dépit de la légitimité de cette action, des voix occidentales s'élèvent pour contester l'action française jugée « néocoloniale » ;

-au final, triple efficacité de l'action militaire : opérationnelle (libération des otages et repli de

---

<sup>121</sup> Le rôle de l'opinion ne sera pas nécessairement une entrave à l'engagement de la France : comme le précise Inlinca Mathieu (*Guerre et stratégies*, PUF, 2015, 530p), si le pouvoir politique use de pédagogie (conformité aux valeurs de la Nation, information sur les enjeux et les raisons de l'engagement) et de conviction (« *l'opinion pèse davantage sur l'action stratégique lorsque les décideurs sont indécis* », p168), l'opinion ne s'oppose que très rarement à l'engagement des Armées.

<sup>122</sup> La rébellion congolaise chassée par les parachutistes du 2<sup>ème</sup> REP serait le fruit d'une opération supervisée par un officier supérieur Est-allemand, assisté par une brigade cubaine en provenance d'Angola. BAT Jean Pierre, *le syndrome Foccart*, Editions Gallimard, 2012, p409.

la rébellion), politique (renforcement du régime de Mobutu), influence (prestige dissuasif de la France dans toute la sous-région).

Du triptyque de Foch évoqué en introduction de ce mémoire, le « pouvoir » ne sera pas la principale contrainte pour la France. Les « frictions » extérieures existaient déjà il y a 50 ans et existeront toujours dans les prochaines décennies. Le poids du « savoir » devra lui être renforcé grâce à :

-préalable à toute chose, la foi des Français, d'origine africaine ou non, en leur destin commun. C'est aujourd'hui, au-delà de sa puissance économique, ce qui fait la force de la Chine, fidèle à l'héritage de Confucius : « connais ta place dans le monde ».

-une diplomatie de combat, dont les objectifs sont véritablement coordonnés avec ceux des militaires. Un effort d'alignement de la stratégie d'influence devra être plus sérieusement réalisé. Au-delà du vœux pieu, des pistes réelles existent et ont été éprouvées par le travail intégré qui s'est progressivement développé au Sahel. L'opérationnalisation de la Coalition pour la Sahel et de l'Alliance Sahel en son sein en est le témoignage, de même que

l'opérationnalisation, lente mais réelle de la FCG5S<sup>123</sup>.

-le maintien de capacités de renseignement humaines et techniques puissantes sur le continent dans l'Afrique « utile ». Ces capteurs seront d'autant plus déterminants pour garder l'initiative à l'heure où les informations se diffusent rapidement (contrainte) et massivement (opportunité avec les outils de gestion de l'information de masse adéquats).

-l'éducation commune : comme le souligne en creux le poète écossais Robert Burns en ouverture de ce paragraphe conclusif, beaucoup se joue dans la construction de l'identité collective et dans la connaissance de l'autre. L'histoire franco-africaine doit être enseignée positivement en France auprès de tous. Il est souhaitable qu'elle le soit aussi, par l'intermédiaire de la francophonie et de l'Aide Publique au Développement (APD)<sup>124</sup> dans les pays d'Afrique francophone. Des programmes innovants de repérage et de sélection des élites franco-africaines de demain est une piste prometteuse<sup>125</sup>. Plus largement, il s'agit aussi

---

<sup>123</sup> Celle-ci passera par la réforme de son C2, soit le transfert du commandement direct des contingents de la FC-G5S sous les ordres de son chef, le général nigérien Oumarou Namata.

<sup>124</sup> L'AFD doit notamment pouvoir plus nettement servir la stratégie globale d'influence en Afrique en constituant un véritable levier politique de celle-ci. Pour mémoire, un quart de l'APD bilatérale de la France a été consacrée à des projets en Afrique sub-saharienne en 2016.

<sup>125</sup> Sous l'égide de la French-African Foundation, la première promotion de 20 « young leaders AfricaFrance » a été constituée en 2017 pour promouvoir des

pour les Africains eux même de s'approprier leur mémoire collective nationale en sortant du référentiel colonial français.

Même avec un « savoir » renforcé, il reste la question de la volonté française d'agir. La réponse à cette question doit être décomplexée. Les attermolements français autour de l'indigénisme et de la repentance coloniale donnent le spectacle d'un pays qui doute de son passé comme de son avenir. Or, ces états d'âmes ne contentent ni les Français, ni les Africains. Le « vouloir » du général de Gaulle a eu le mérite historique de la constance et de la cohérence, du chef de la résistance jusqu'aux débuts du secrétariat général pour les affaires africaines et malgaches : promouvoir et protéger une grande France en y défendant, dans son sillage, un « pré carré » africain stable. Les tentatives des présidents Giscard d'Estaing et Mitterrand de se libérer de cette responsabilité n'ont paradoxalement pas empêché le retour nécessaire mais coercitif d'une France, « gendarme de l'Afrique » comme au Tchad en 1983<sup>126</sup>. Il s'agit donc d'assumer cette permanence stratégique résumée comme suit par l'africaniste Jean Pierre Bat : « l'Afrique

---

profils prometteurs de jeunes talents français et africains du monde de la finance, des nouvelles technologies ou de l'éducation. Le prochain sommet Afrique-France en juillet 2021 sera un premier test permettant de savoir si des réseaux viables pourront germer de cette initiative.

<sup>126</sup> L'opération Manta (1983-1984) est alors le plus grand engagement militaire français depuis la guerre d'Algérie avec l'arrivée de plus de 3000 soldats français au Tchad.

constitue donc bel et bien le cœur de l'influence française, car il s'agit du théâtre privilégié dans lequel Paris a voulu, quelles que soient ses contradictions, prouver prioritairement l'utilité et l'influence de la France dans le concert des nations et la sécurité mondiale ».

Un autre horizon est ainsi non seulement possible mais surtout nécessaire entre la France et son ancien « pré-carré ». Ce nouveau chemin devra sortir des ornières d'une politique « néocoloniale » pour construire des partenariats stratégiques africains plus agiles, soutenus par les opinions françaises et africaines. Avant d'y parvenir, la France et ses forces armées vont rencontrer, comme le reste des anciennes puissances coloniales en Afrique, une zone de turbulence stratégique dans les 15 prochaines années. Dans cette tempête, comme le rappelait Sénèque : « Il n'y aura point de vent favorable pour celui qui ne sait dans quel port il veut arriver ».

## Bibliographie

### Témoignages

*Entretiens menés :*

-Jean Pierre BAT, Agrégé et docteur en histoire, chercheur affilié au CNRS (Institut des mondes africains)

-spécialiste renseignement (Afrique) EM DEFENSE-direction des opérations

-spécialiste renseignement (Afrique) EM DEFENSE-direction du renseignement

-Andoni BERASATEGUI, chargé des affaires civiles au sein du bureau du représentant spécial du SGNU et chef de la MINUSMA.

-Général de Division FACON Pascal, commandant de la force BARKHANE de juillet 2019 à juillet 2020.

### Références bibliographiques

-MOTTE Martin, *la mesure de la force-traité de stratégie de l'Ecole de guerre*, Editions Tallandier, 2018, 413p.

-MINASSIAN Gaïdz, *les sentiers de la victoire : peut ont encore gagner une guerre ? Passés composés-Humensis*, 2020, 711p.

-BAT Jean Pierre, *le syndrome Foccart, la politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Editions Gallimard, 2012, 838p.

-LUGAN Bernard, *les guerres d'Afrique, des origines à nos jours*, Editions du Rocher-lignes de feu, 2013, 403p.

-LUGAN Bernard, *Afrique : l'histoire à l'endroit*, Editions Perrin, 1989, 285p.

-WILLIAM Paul D., *War and conflict in Africa*, Polity Press, 2011, 295p.

-GOUREVITCH Jean Paul, *La France en Afrique-cinq siècles de présence : vérités et mensonges*, Le pré aux Clercs/Collection essais, 2004, 432p.

-DELTOMBE Thomas, DOMERGUE Manuel, TATISTSA Jacob, *la guerre du Cameroun, la guerre du Cameroun, l'invention de la Françafrique*, Editions la découverte, 2016, 245p

-FOCH Ferdinand, *Vouloir c'est pouvoir*, Editions 14-18, 2009, 84p.

-JAULMES Adrien, *Le monde en 2035 vu par la CIA, et le Conseil national du renseignement : le paradoxe du progrès*, Editions j'ai lu, 2018, 413p.

- STORA Benjamin, *Les guerres sans fin : un historien, la France et l'Algérie*, Editions Stock, 2008, 177p

-ALLISON Graham, *vers la guerre : la Chine et l'Amérique dans le piège de Thucydide ?*, Odile Jacob, 2019, 374p

-LE FLEM Jean Gaël, OLIVA Bertrand, *un sentiment d'inachevé-réflexion sur l'efficacité des opérations*, éditions de l'école de guerre, 2018, 217p.

### Articles de presse

-*prospective : quel monde en 2030 ?*, Diplomatie, aout-septembre 2015

[G5 Sahel : conférence de presse des Chefs d'État à l'issue du Sommet de Pau | Élysée \(elysee.fr\)](http://elysee.fr)

### **Thèses, travaux universitaires, réflexions**

-*Les nouveau pirates*-RED TEAM Sous la direction de Cédric Denis-Rémis et Nicolas Minvielle, décembre 2020

-GREMONT Charles, Dans le piège des offres de violence. Concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018), Hérodote, Janvier 2019 (N°172)

-GIBLIN Béatrice, Géopolitique d'une autre Afrique médiane, Hérodote, 2020 (N°179)

-La guerre du futur : analyse prospective de l'avenir des conflits, groupe de prospective du sénat, 27 novembre 2003

-DURAND de SANCTIS Julien, l'émergence du Tchad comme puissance militaire régionale, CICDE/RED, 2015

### **Rapports**

-*Compte rendu de fin de mission*, conseiller renseignement du COMANFOR Barkhane, juillet 2019

-*Compte rendu de fin de mission*, COMANFOR Barkhane, juillet 2019

-PHILLIPS Trina Marie, COLE August, Vision of Warfare 2036, SCI Futures/NATO-ACT, 2016, 119p

-Secrétariat Général de la Défense et la Sécurité Nationale, Chocs Futurs, 2017, 202p

-Strategic foresight analysis regional perspectives report on North Africa and the sahel, NATO-ACT, 2019

-Fondation IFRAP<sup>127</sup>, bilan de 50 ans des OPEX de la France : quelles leçons en tirer ?, 2015.

-Institute for security studies, View on Africa: Terrorism in western Sahel, rapport du colloque du 26 août 2015

-GONZALES Charlotte, DECHANET Julien, l'essor du numérique en Afrique de l'ouest : entre opportunités économiques et cybermenaces, Compagnie Européenne d'Intelligence Stratégique, novembre 2015

-la mobilité d'études africaine : le point de vue des étudiants subsahariens, étude Campus France, Novembre 2016

### **Doctrine/réflexion prospective interarmées**

-Environnement opérationnel futur 2035, N°101/DEF/CICDE/DR du 23 mai 2016, version amendée le 11 juillet 2017

-FMES/CICDE, Dossier N° 404972/SGA/SPAC/SDA du 13/03/2014 « coopération de sécurité des pays riverains du Golfe de Guinée », 28 février 2015

---

<sup>127</sup> Think Tank français dédié à l'analyse des politiques publiques

-concept d'emploi des forces 2020, CIA01

### **Site internet**

[Opération Barkhane: Les Insoumis demandent un débat à l'Assemblée sur un éventuel départ du Mali \(bfmtv.com\)](#)

[Du Parlement à l'Elysée, luttés d'influence sur l'engagement français au Sahel - 13/10/2020 - La Lettre A](#)

[Young Leaders AfricaFrance : ce qu'ils veulent et rêvent pour l'Afrique - Le Point](#)

[Comment le président Macron entend mettre les diasporas au cœur de la relation Afrique-France - Le Point](#)

[Afrique-France : une communauté de destin \[Tribune\] \(latribune.fr\)](#)

### **Emission radio ou TV**

-Foccart, *l'homme qui dirigeait l'Afrique*, Cédric Tourbe, Planète et Public Sénat, 2010, 90 minutes

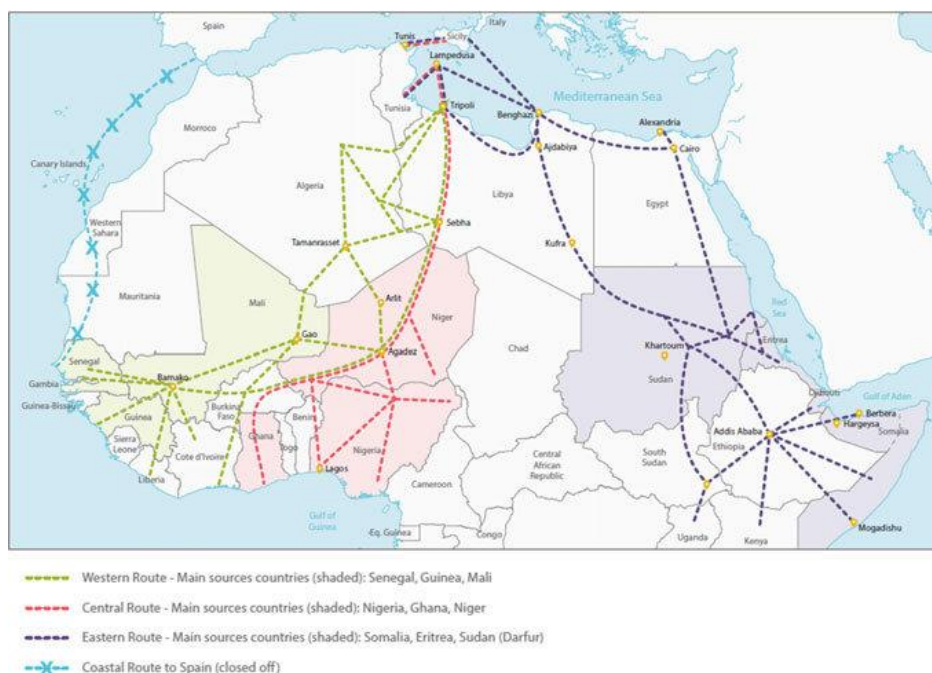
# Annexes

## Annexe 1



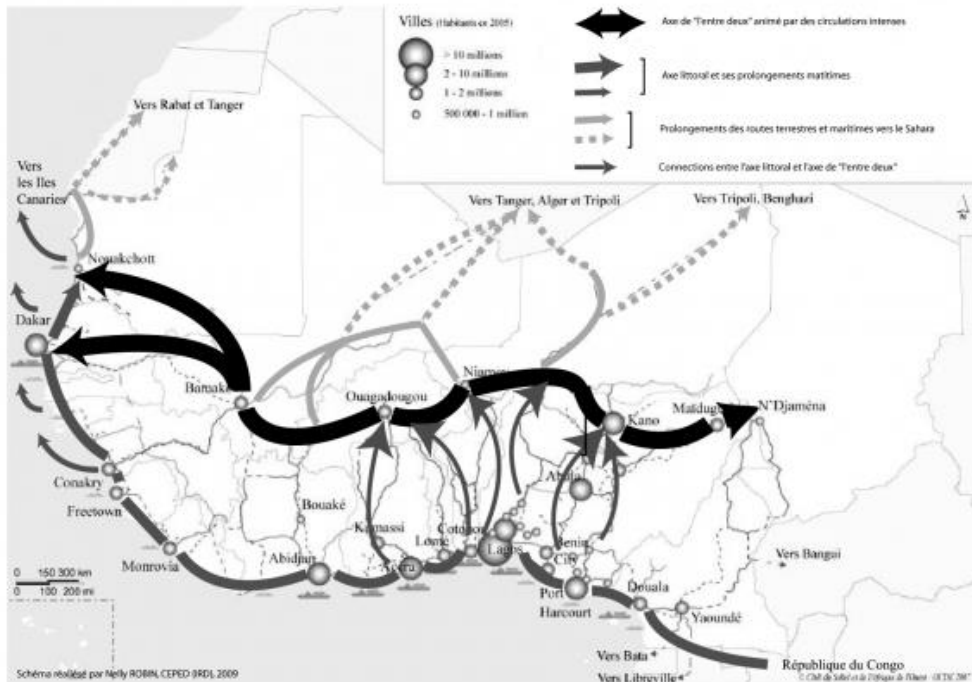
Carte de l'Afrique occidentale et Equatoriale française, réalisée après la Grande Guerre (Source <http://www.africa-onweb.com/media/cartes/AOF-AEF.jpg>)

## Annexe 2



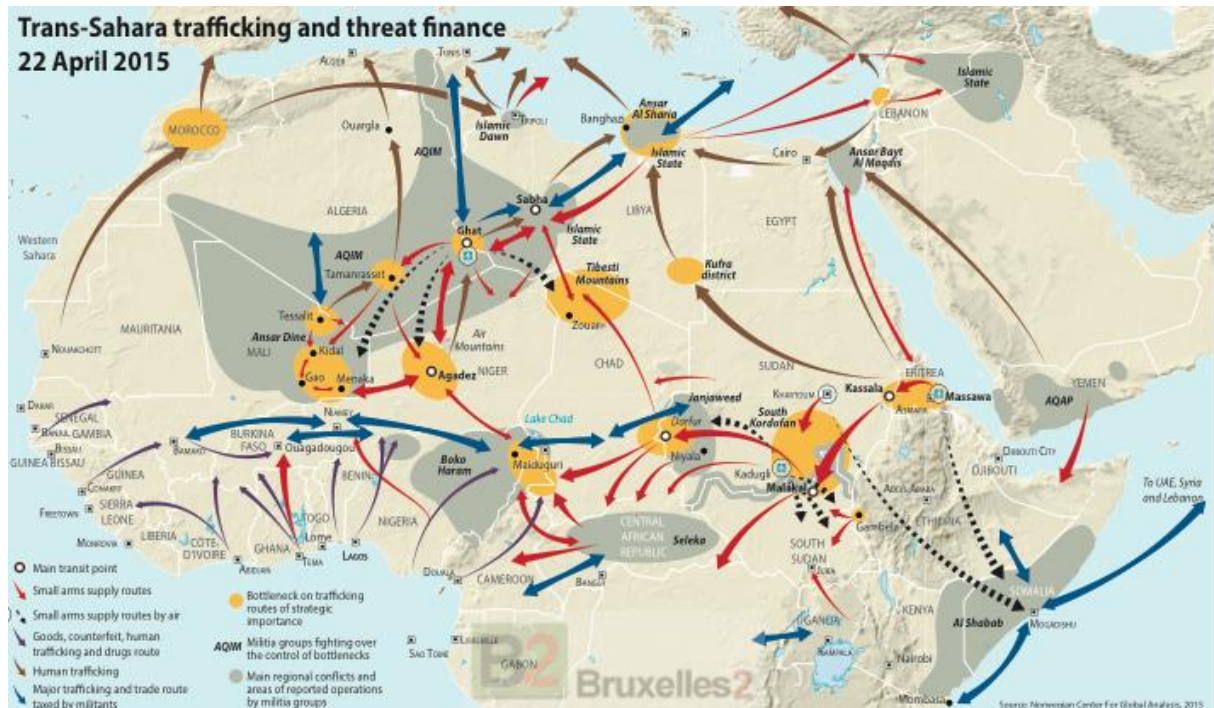
Principales routes migratoires vers l'Europe (source : Global Initiatives-2014)

### Annexe 3



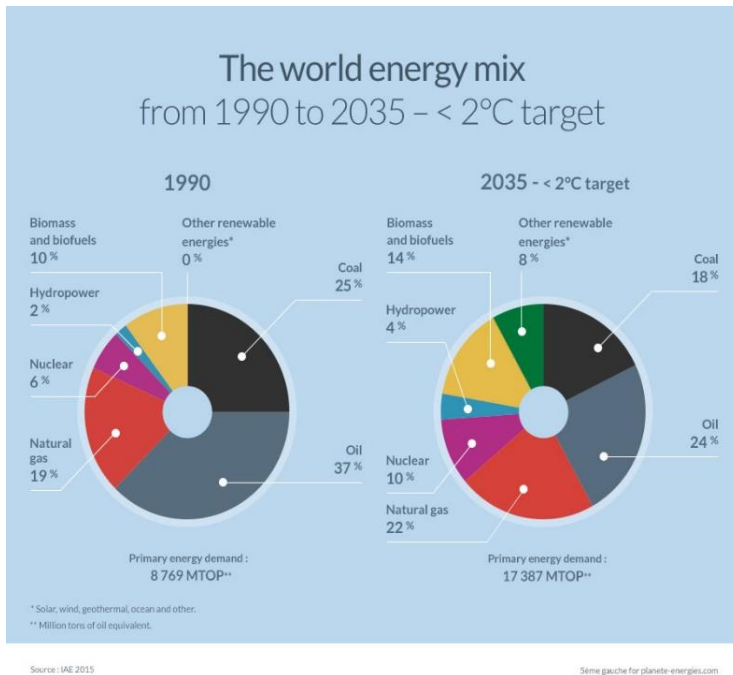
Principaux flux migratoires en Afrique de l'Ouest (source : OCDE, club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2007)

### Annexe 4



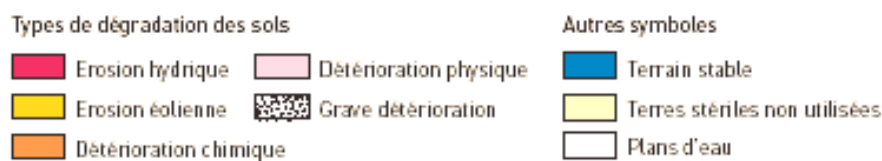
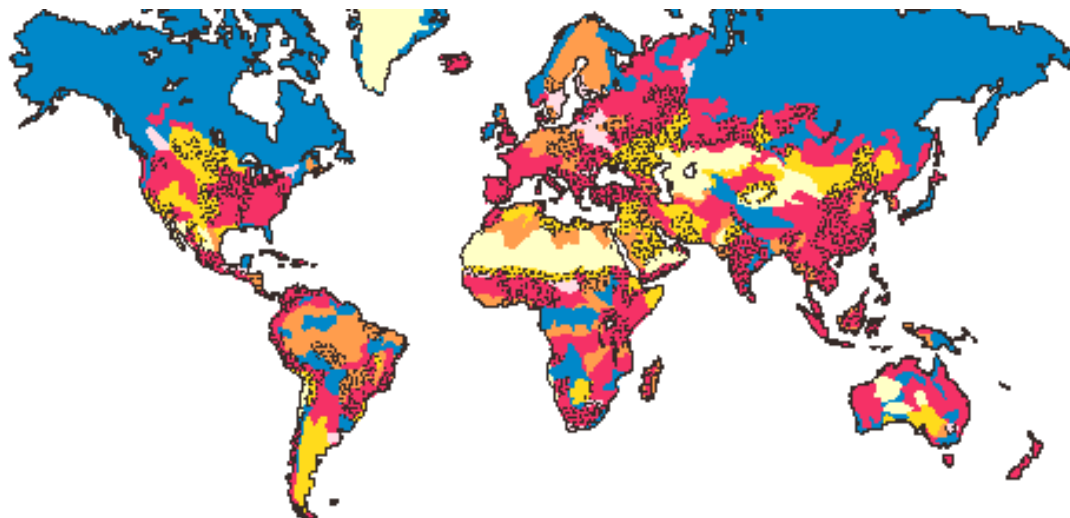
Trafics trans-sahariens et leurs financements (source: Norwegian center for global analysis, 2015)

## Annexe 5



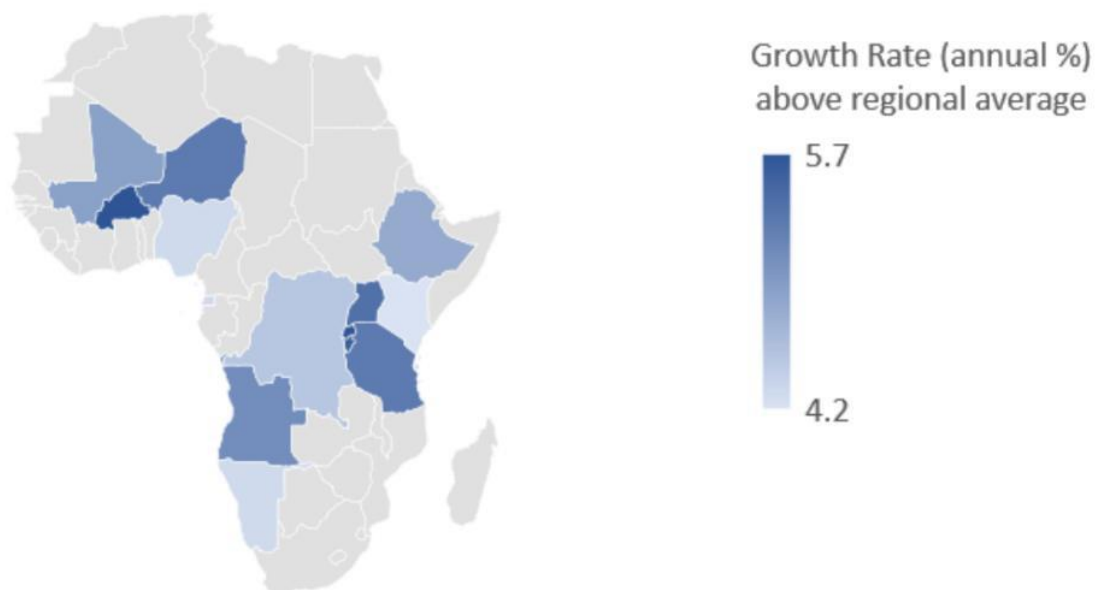
Evolution du « mix » énergétique mondiale à l'horizon 2035 (source : Agence Internationale de l'Energie, 2015)

## Annexe 6



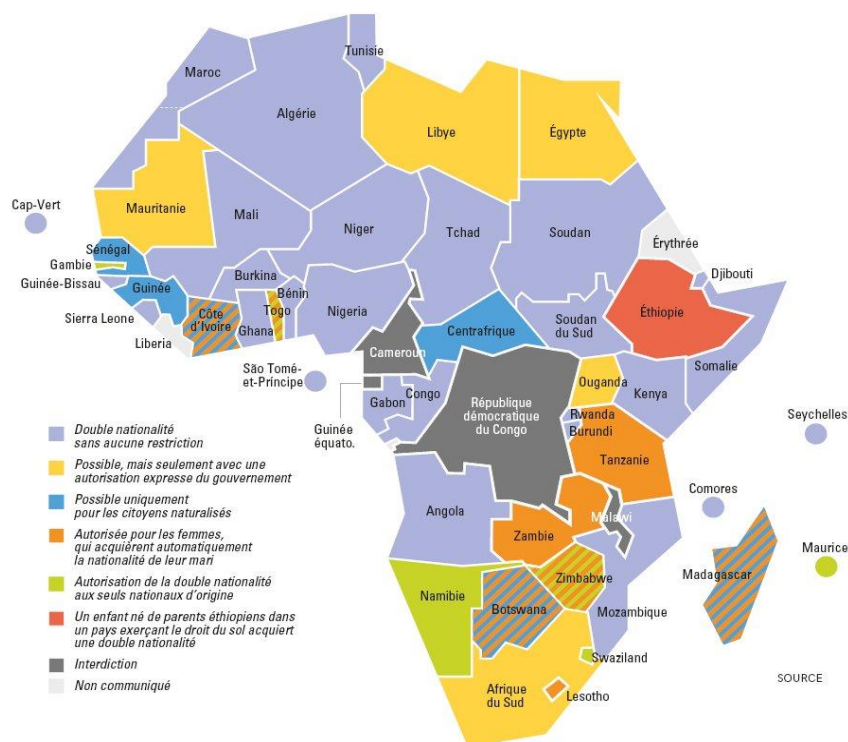
Dégradation des sols causées par les activités humaines (source : Food and Agriculture Organization)

## Annexe 7



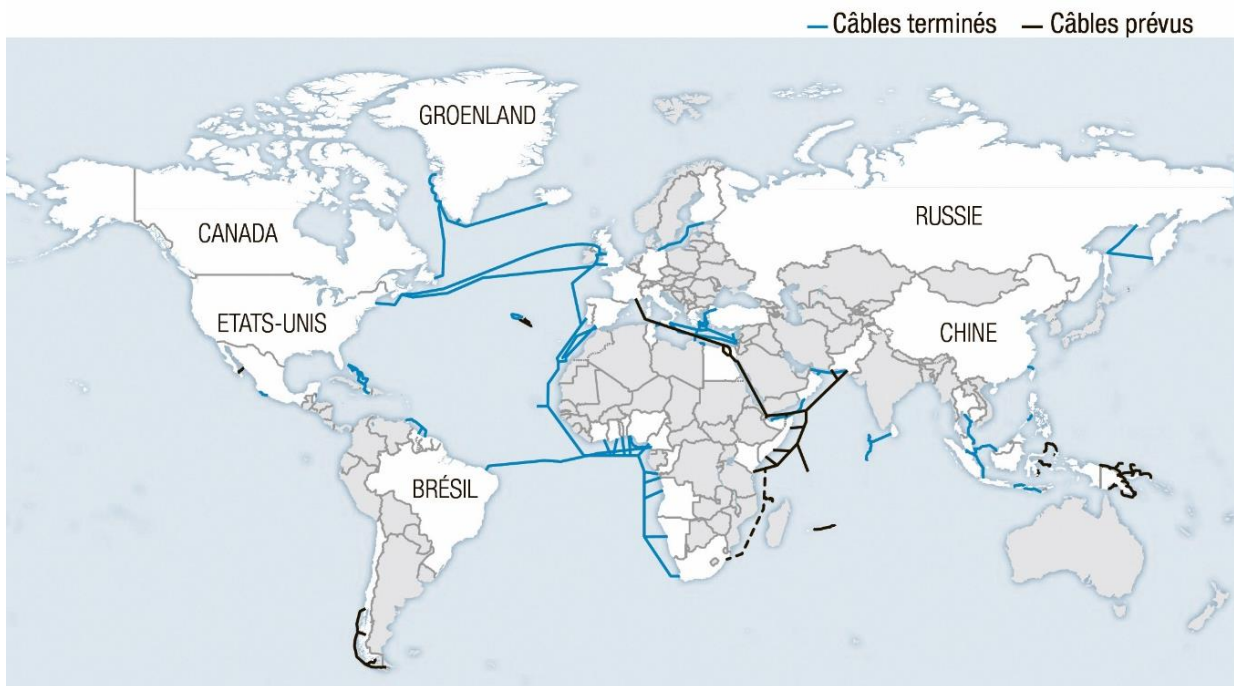
Augmentation de la population urbaine en Afrique subsaharienne (source : World Bank, 2017)

## Annexe 8



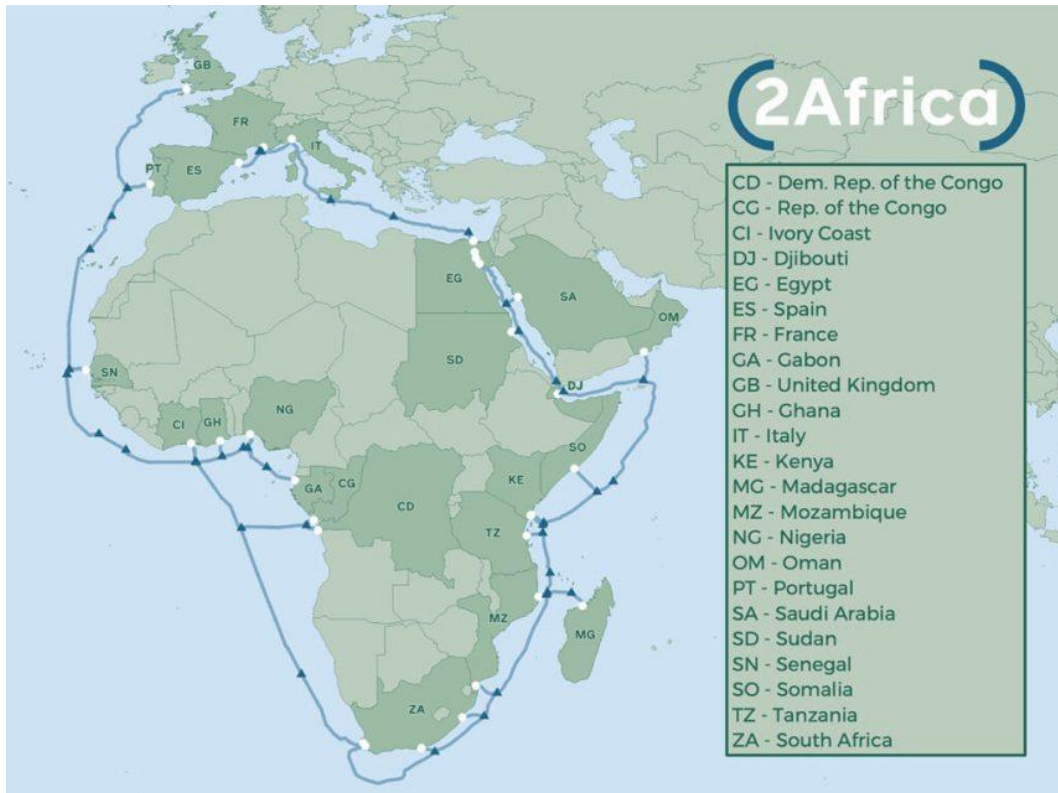
Conditions d'obtention de la « double-nationalité » en Afrique (source : « jeune Afrique » du 5 décembre 2015)

## Annexe 9



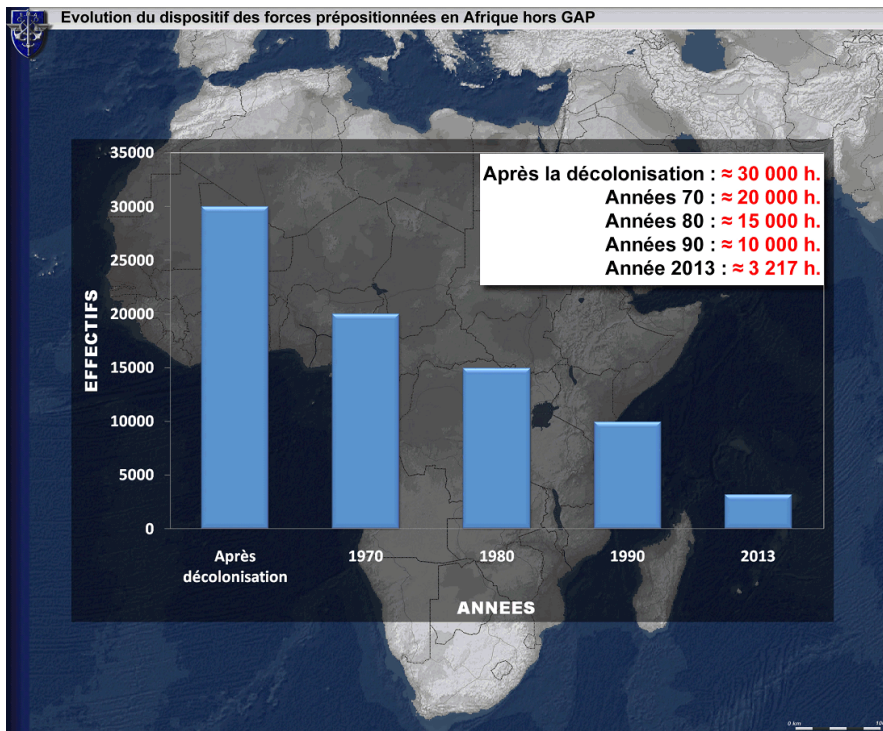
Réseau de câbles sous-marins de Huawei Marine (source Huawei Marine)

## Annexe 10



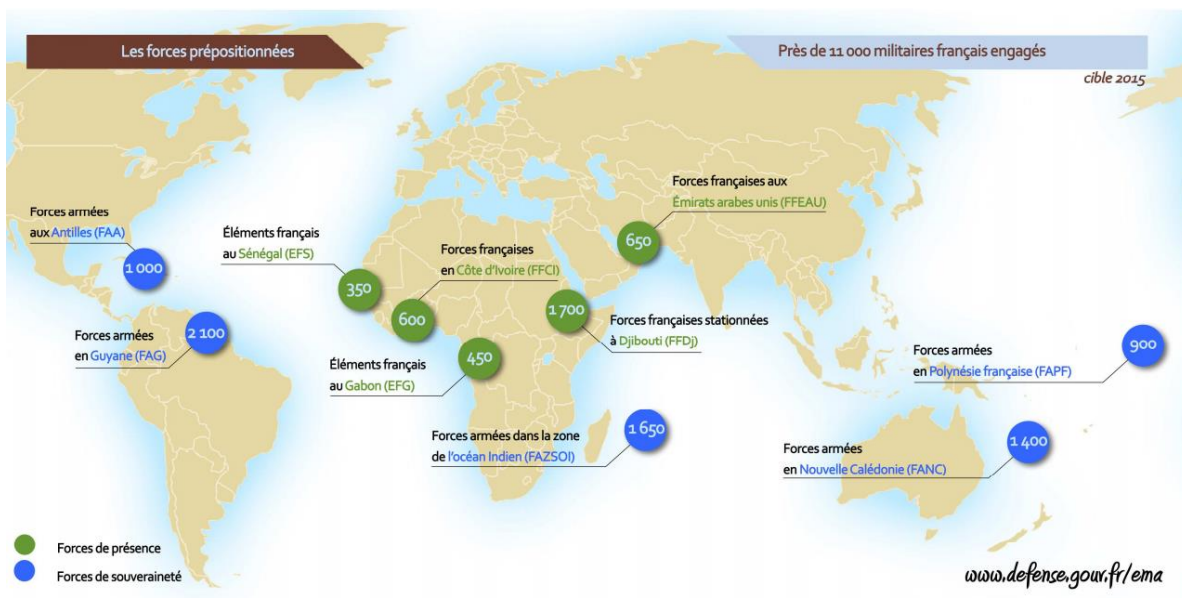
Cartographie du futur câble sous-marin « 2 Africa » (Source : <https://datacenter-magazine.fr>)

## Annexe 11



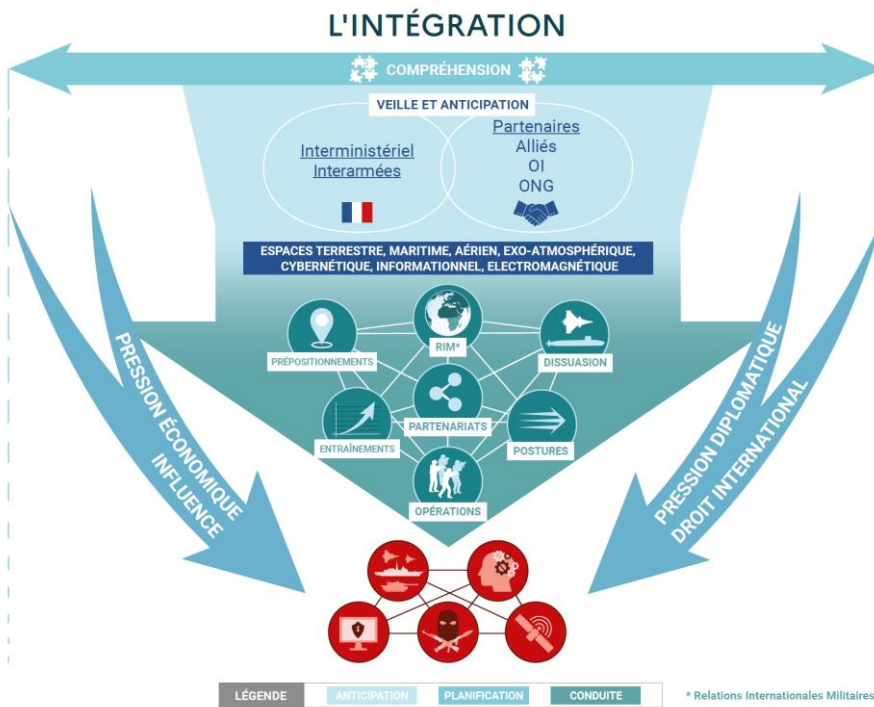
Evolution du dispositif des forces prépositionnées en Afrique depuis 1970 (source : Etat major des Armées)

## Annexe 12



Etat des forces françaises prépositionnées dans le monde (source : Etat major des Armées, 2016)

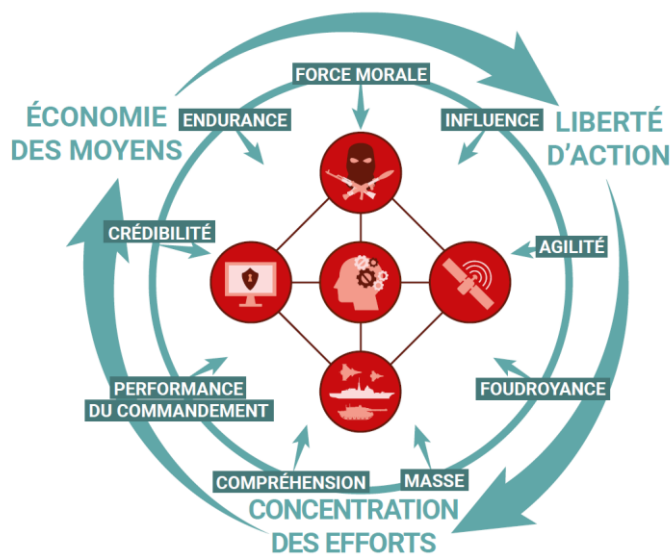
## Annexe 13



*Schéma synthèse du modèle intégré d'intervention des Armées (source : concept d'emploi des forces 2020, Etat Major des Armées)*

## Annexe 14

### SYNERGIE DES PRINCIPES ET DES FACTEURS DE SUPÉRIORITÉ OPÉRATIONNELLE



*Synergie des principes et des facteurs de supériorité opérationnelle dans le cadre du modèle intégré (source : concept d'emploi des forces 2020, Etat Major des Armées)*

APPENDIX A		SUMMARY OF 5 THEMES, 16 TRENDS, AND 31 IMPLICATIONS
THEME	TRENDS	IMPLICATIONS
TECHNOLOGY	<p>10. <b>Technology Related Development.</b> Technology related development will continue to increase in North Africa and to a lesser degree in the Sahel despite impediments due to instability, high costs, economic realities within the respective countries, and the impacts of climate change.</p>	<p>f. Technology will improve the quality of life in the region more in urban and coastal areas than remote and rural areas in terms of improved housing, healthcare, agriculture, and food security.</p> <p>g. Technology will provide increased access to and ability to use natural resources such as oil and natural gas while also improving the quality and availability of water.</p> <p>h. Solar and wind generated electricity will play a significant role in the economic development and growth of the region reducing industrial demand for fresh water and potentially increasing regional rainfall amounts.</p> <p>i. Increased access to computers, cell phones, and the internet will result in increased political voice potentially influencing social and political change.</p> <p>j. Slower modernisation and development rates across the region create a risk that the fourth industrial revolution may leave the region even further behind more modernised and developed countries.</p>
ECONOMICS	<p>11. <b>Economic Development.</b> While the economies in North Africa and the Sahel are steadily growing, this trend will continue to face numerous challenges including substantial population growth and climate change.</p>	<p>a. Despite improving economies, the nexus of population growth, weak governance, scarcity of resources, and economic competition fuel the risk of conflict which may serve as openings for Russia or China to increase involvement in the region.</p> <p>b. The differences between the “haves” and have-nots” will continue to pose major social, economic, and political challenges while inequality will be a driver for migration.</p> <p>c. Migration within North Africa will likely be perceived as posing a threat to local socio-economic stability through unwanted competition for jobs and resources while challenging long-standing societal norms and values.</p> <p>d. Russia and China will continue their presence and involvement in the region based on their respective ambitions seeking to secure access to strategic resources and growing markets which will result in increasing political involvement and military presence.</p>
	<p>12. <b>Poverty and Unemployment.</b> Inequality and unemployment levels will continue to improve across the region. However, differences between the “haves” and “have-nots” will likely persist for the foreseeable future.</p>	
	<p>13. <b>External Actors’ Economic Interest.</b> Interest from foreign powers, particularly Russia and China, will increase in North Africa and the Sahel.</p>	
ENVIRONMENT	<p>14. <b>Climate Change and Temperature Rise.</b> Over the next 20 years, North Africa and the Sahel will progressively grow hotter, drier, and experience more droughts.</p>	<p>a. Increasing desertification, loss of land area to sea level rise or its effective loss as productive land due to increased salinity, and growing inhabitability due to higher temperatures are likely to cause population displacements and will exacerbate challenges to water and food security.</p> <p>b. Setbacks from droughts, floods, or other weather events are poised to negate progress from developmental efforts to address unemployment and global economic access multiplying other existing stresses contributing to increased potential for conflict.</p> <p>c. With other existing challenges to governance in North Africa and the Sahel, climate induced stresses erode the balance of stability.</p>
	<p>15. <b>Water and Food Security.</b> Climate change will contribute to losses of land suitable for farming and shorten growing seasons across the region.</p>	
	<p>16. <b>Sea Level Rise.</b> Sea level rise from greenhouse emissions, the loss of polar ice, and thermal expansion of the seas and oceans will increasingly negatively impact coastal regions of North Africa.</p>	

Tableau synthèse par thème des grandes tendances et de leurs implications à l’horizon 2035 (Strategic foresight analysis regional perspectives report on North Africa and the Sahel, NATO-ACT, 2019)

## Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>7</b>
<b>I. Etat des lieux : qu'est ce qui relie (encore) la France et les Etats de l'ancien empire colonial français en Afrique ?.....</b>	<b>15</b>
<b>A. L'évidence des liens physiques : la construction d'une permanence qui se noue entre la France et l'Afrique .....</b>	<b>17</b>
a. Le poids de la géographie : les liens humains.....	17
b. Le poids de l'Histoire : les liens d'âme et de sang .....	21
c. ...qui s'établissent parallèlement aux liens économiques : les liens de l'intérêt réciproque.....	25
<b>B. Les liens « immatériels » mettent sous tension la relation franco-africaine .....</b>	<b>29</b>
a. Aux sentiments les plus négatifs qui renforcent le fossé entre la France et l'Afrique... ..	31
b. ...répondent des sentiments plus contrastés qui nourrissent les imaginaires réciproques.....	34
<b>II. Quelles sont les marges de manœuvre de la France en Afrique ?</b>	<b>40</b>
<b>A. Quels « game changers » pour la relation franco-africaine en 2035?.....</b>	<b>42</b>
a. Les évolutions technologiques.....	45
b. Les évolutions humaines .....	49
c. Quels effets sur la perception réciproque France/Afrique en 2035 .....	53
<b>B. A partir de cette analyse, quels objectifs poursuivre et quelle stratégie adopter ?.....</b>	<b>57</b>
a. Quelles menaces ? .....	58
b. Quels objectifs et quelles stratégies pour y répondre ? .....	67
<b>III. Scénarios d'anticipation stratégique (fictional-intelligence) : quelles réalités pour l'avenir des relations France-Afrique en 2035 ?.....</b>	<b>82</b>
<i>Scénario 1 : « l'opération CITADELLE face à la pression migratoire » .....</i>	<i>84</i>
<i>Scénario 2 : « IROKO au secours des ressortissants français et européens en Guinée Conakry ».....</i>	<i>88</i>
<i>Scénario 3 : « déstabilisation de l'Afrique équatoriale : qui tient le Tchad, tient l'Afrique ? ».....</i>	<i>93</i>
<b>Conclusion .....</b>	<b>100</b>

<b>Bibliographie .....</b>	<b>107</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>110</b>